

E d i t o

- SE PREPARER POUR DE NOUVELLES LUTTES -
- LEUR PREPARER UNE NOUVELLE DIRECTION -

À Paris les "Quatre" n'ont abouti qu'à des résultats tout à fait limités. Cependant, une chose est certaine : la "guerre froide" s'atténue. La tension qui a été croissant pendant deux années s'abaisse. Le blocus de Berlin a été levé, quoique d'une façon incomplète. Les rapports diplomatiques deviennent plus normaux ; les dirigeants de la politique extérieure des grandes puissances n'échangent plus d'injures. Le temps semble s'être vraiment mis au beau. Les colombes, les pigeons et autres volatiles qui se réunissaient dans des Congrès pour sauver le monde de la guerre attendent dans leurs nids que les "Quatre" nous donnent dans quelques mois une paix faite sur mesure.

Il n'est guère utile d'épiloguer longuement sur les accords passés entre ces Messieurs. Il est beaucoup plus important de comprendre la signification réelle et les limites de ces accords. Il faut surtout ne pas y voir une victoire de l'opinion publique, des "forces de paix", etc.. Sur la question des relations internationales et du danger de guerre, la Quatrième Internationale a eu une position que les événements récents confirment complètement. Tout en dénonçant la préparation croissante d'une 3e guerre mondiale, elle a montré que celle-ci n'était pas imminente. A aucun moment au cours de toute la "guerre froide", elle a laissé croire que celle-ci se transformerait en shooting war, en guerre tout court, et ce parce qu'une guerre mondiale n'est pas le résultat d'un accident, la suite d'un outrage à la souveraineté ou à l'honneur national, etc.. mais l'aboutissant de tout un processus comprenant non seulement une préparation militaire, économique, diplomatique, mais aussi et surtout des conditions sociales données, à savoir notamment l'écrasement de la classe ouvrière dans un certain nombre de pays importants. La IVe Internationale a dit que la "guerre froide" était poursuivie de part et d'autre avant tout en vue de la recherche d'un compromis sur le dos des peuples, et que chacun des adversaires s'efforçait d'obtenir des termes aussi favorables que possibles. L'hystérie de guerre a été entretenue délibérément pour détourner les masses de leurs propres revendications ; après avoir mené une campagne bruyante contre les fauteurs de guerre de Wall Street, "l'Humanité" redécouvre tout à coup que la collaboration avec ses fauteurs de guerre constitue la seule garantie d'une "paix durable". La IVe Internationale ajoutait enfin que les compromis ne pourraient être que très limités, dans leur substance et en durée, et que la troisième guerre mondiale serait i n é v i t a b l e

si le prolétariat ne renversait pas la domination du capitalisme dans quelques pays au cours des années qui viennent.

Les mêmes critères qui avaient conduit à une analyse à laquelle les événements ont donné une vérification éclatante, nous servent à définir une orientation pour l'avenir.

La "guerre froide" a abouti à un succès du capitalisme des Etats-Unis sur le Kremlin et la période écoulée a été également marquée par des victoires de la bourgeoisie sur le prolétariat de différents pays. La direction stalinienne des grandes luttes ouvrières, exploitant celles-ci pour les objectifs diplomatiques de Moscou, porte la responsabilité des défaites ouvrières; la politique de la bureaucratie du Kremlin a desservi le prolétariat aussi bien que l'URSS. La direction stalinienne essaie de présenter la retraite du Kremlin comme une victoire des "forces de paix" de même qu'elle a chaque fois cherché à camoufler les échecs des travailleurs en les appelant des victoires. Ce système ne parvient qu'à semer plus de confusion dans les rangs ouvriers.

Toutefois, dans l'un et l'autre cas, les résultats obtenus contre les masses travailleuses et contre l'URSS ne sont nullement décisifs.

L'impérialisme américain et les bourgeoisies mondiales à sa remorque s'efforcent de tirer le maximum d'avantages de cette situation aux dépens du prolétariat, tout en laissant la porte ouverte à un compromis avec la bureaucratie moscovite. Leur politique se trouve dictée en grande partie par la dépression économique en cours et la menace d'une grave crise économique. De son côté, la bureaucratie du Kremlin s'efforce d'opérer sa retraite de la façon la plus ordonnée afin de conserver le maximum d'emprise sur les masses travailleuses; tel était l'objectif principal du Congrès de Pleyel fixé à une date proche du moment où les négociations diplomatiques menées dans la coulisse allaient aboutir à une solution publique. Le terrain le plus favorable pour un compromis entre les Etats-Unis et l'URSS, c'est la Chine. Position diplomatique et stratégique pour l'URSS, ce pays peut économiquement constituer une source de profits pour les Etats-Unis. Par contre l'Allemagne reste le terrain le plus épineux commandant les développements dans la plupart des pays européens, notamment en Europe orientale.

+
+
+

Dans cette période de négociation, les gouvernements capitalistes et le patronat poursuivent aux dépens de la classe ouvrière l'exploitation de leurs victoires des années écoulées. En France, en Italie, les agressions contre les conditions de vie se multiplient. Les gouvernements de "3e force" appuyés par l'aide Marshall s'efforcent d'élargir leur base restreinte. En Angleterre, le gouvernement travailliste maintient le blocage des salaires. Aux Etats-Unis, la campagne "anti-rouge" et l'espionnage se développent; les dispositions de la loi Taft-Hartley sont conservées en dépit des promesses électorales. Dans le monde entier, le capitalisme ne perd pas une minute pour occuper le moindre bout de terrain qu'il voit inoccupé devant lui. La mise en veilleuse des candidats au "pouvoir fort", tel de Gaulle en France, ne doit pas laisser d'illusions; le capitalisme renforce son Etat aujourd'hui sans de Gaulle pour, si besoin est, le lui remettre demain afin de compléter l'oeuvre poursuivie par les Jules Moch et autres politiciens de la démocratie bourgeoise.

De son côté, la bureaucratie stalinienne, derrière ses rodomontades, bat en retraite. L'exemple le plus caractéristique est celui de la Chine où Mao-Tsé-Tung, Li-Li-San et autres chefs staliniens font a u x

capitalistes étrangers et chinois les promesses les plus grandes au moment même de leur victoire. Et il ne s'agit pas de promesses en l'air. Le recul des staliniens s'effectue un peu partout. Il suffit de comparer le ton actuel de leur presse à celui qu'elle avait quelques mois auparavant. Les préoccupations essentielles des directions staliniennes sont celles d'un resserrement et d'un renouvellement de leurs cadres. La crise des partis staliniens a pris un aspect particulièrement impressionnant dans les pays du glacis : Tito en Yougoslavie, Markos en Grèce, Gomulka en Pologne, Xoxi Dodze en Albanie, Kostov en Bulgarie, Rajk en Hongrie. En moins d'un an, le Kominform a perdu un parti et en a vu 5 autres traverser des crises graves. Dans les pays qui ne sont pas soumis au contrôle de l'URSS, les partis staliniens enregistrent un recul d'influence, s'approchant dans certains pays d'une véritable débâcle (Danemark, Hollande, Allemagne orientale). Leur politique des quatre années qui ont suivi la "libération" porte des fruits amers, pour les travailleurs hélas, et pour ces partis eux-mêmes.

+ + +
+ + +

Mais la situation actuelle n'est pas seulement marquée par les succès des Américains dans la "guerre froide", par des avantages marqués par les capitalistes aux dépens de la classe ouvrière en Europe et en Amérique, et par un déclin d'ensemble des partis staliniens. Du chaos qui existait à la fin de la guerre mondiale, le capitalisme n'est parvenu qu'à un équilibre des plus instables, des plus précaires ; un réel équilibre économique mondial n'existe pas ; par contre une crise ~~forte~~ à l'horizon qui risque d'emporter les quelques points acquis par le capitalisme ; enfin, ses succès n'ont pas abouti à un écrasement du prolétariat, ni à un minimum de stabilisation dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Etudiant la situation de la France, "l'Economist" (18 juin) rappelle et souligne les termes du rapport de la Commission du plan Monnet : "si un quelconque des éléments précaires de l'état actuel de demi-prospérité tournait mal, nous serions rapidement ramenés aux conditions d'il y a 3 ans".

Indiquant que "des échecs économiques sont, malheureusement, trop vraisemblables" ce même organe déclare que la France n'est pas un cas isolé : "En fait les incertitudes économiques et politiques qui consistent encore pour rendre précaire le relèvement de la France existent à des degrés divers dans toute l'Europe occidentale et un rétablissement général de la stabilité et du progrès, non moins que le relèvement de la France, dépend du fait de la découverte d'une voie à travers les obstacles actuels. Politiquement le plus grand danger est encore le gouffre entre les ouvriers et les autorités, publiques et privées, qui prétendent les diriger et les représenter dans l'Etat démocratique. Ce n'est pas seulement une question de communisme".

Autrement dit, la classe ouvrière n'est pas matée et l'autorité des directions sur celle-ci est en décroissance.

Il n'est guère besoin d'insister ici sur le recul grave que constitue pour l'impérialisme l'effondrement du régime du Kuo Min Tang. Il n'est pas plus nécessaire d'insister ici sur le danger que constitue pour le monde capitaliste son incapacité à rétablir sa domination sur les peuples coloniaux. Mais ce n'est pas tout.

Nombreux sont les indices d'un mécontentement grandissant des masses et de la maturation de nouvelles grandes luttes ouvrières dans les métropoles impérialistes, en Europe occidentale et en Amérique. Dans les pays où les travailleurs ont déjà mené de grandes luttes, en Italie et en France notamment, on perçoit l'amorce de ces nouveaux combats, en Italie avec de grandes grèves d'ouvriers agricoles, en France dans toute une série de mouvements obligeant, à l'échelle des Fédérations, les responsables syndicaux de la CGT, de "Force Ouvrière" et des syndicats chrétiens à faire un front unique à leur corps défendant. Aux Etats-Unis, l'idée d'un chômage massif résultant d'une crise économique inquiète les syndicats ; plusieurs mouvements se sont produits (marins, Ford, ...) ; enfin la politisation montante exprimée par l'élection de Truman n'a obtenu aucun apaisement, tout au contraire, depuis plus de six mois. Indices de maturation aussi dans les pays qui, pour des raisons différentes, n'ont pas connu de grands mouvements ouvriers depuis la fin de la guerre. Nous traitons par ailleurs de l'Angleterre. Mentionnons ici seulement que la patience et la confiance des travailleurs laissant l'expérience du gouvernement travailliste se faire pendant quatre ans commencent à s'épuiser. Le mouvement des cheminots a pesé sur les délégués de Blackpool ; les nationalisations bourgeoises ont épuisé leurs vertus ; les ouvriers veulent mettre leur nez dans la marche des industries. Mais rien n'a pu être de signification considérable que cette grève des travailleurs des transports de Berlin. Ceux-ci avaient dû ronger leur frein en silence pendant toute la durée du blocus, accepter des salaires en marks orientaux dépréciés ; mais dès qu'ils ont senti la modification du rapport des forces, ils sont entrés en lutte pour le relèvement de leurs salaires et pour faire reconnaître leur organisation syndicale. Très rapidement la "sympathie" apparente des gouvernements occidentaux pour les grévistes opposés à l'administration pro-soviétique se dissipait. Les généraux de tous les pays n'aiment pas les ouvriers, surtout quand ils font grève. La grève des transports de Berlin est aussi très symptomatique, eu égard à la situation des travailleurs des pays du glacis qui n'osent pas plus s'exprimer aujourd'hui que les transports berlinois ne le firent quelques semaines auparavant.

Il existe indiscutablement dans la classe ouvrière, à travers le monde, des manifestations de découragement, de fatigue, de scepticisme, d'indifférence, voire de réaction et de décomposition. Les quatre années écoulées depuis la fin de la guerre avec les défaites provoquées par la politique des vieilles directions ont laissé leurs traces. Mais dans la période actuelle, en réponse aux militants révolutionnaires qui auraient tendance à être impressionnés par des aspects négatifs indiscutables de la situation, les trotskystes tiennent à souligner tout ce qui témoigne du caractère secondaire de ces aspects négatifs, de leur poids relativement insignifiant en présence des énormes réserves de combativité que possède encore la classe ouvrière et qu'elle met en oeuvre malgré la double trahison des directions traditionnelles et en l'absence d'une direction révolutionnaire reconnue. N'y a-t-il rien de plus stimulant que l'exemple de ce prolétariat français, trahi, battu et se lançant à nouveau dans la bataille, en 1944, en 1947, en 1948 et s'appêtant à se battre une fois encore ? Certains attribuent au prolétariat leurs propres sentiments de démoralisation et de fatigue ; mais le prolétariat n'en est pas encore là.

+ + +
+ +

La caractéristique de l'étape qui se prépare et sur laquelle toutes les organisations trotskystes aligneront précisément leur activité, c'est

cette maturation de nouvelles luttes ouvrières, sans oublier le développement des mouvements coloniaux. Moins que jamais nous ne prophétiserons quant aux rythmes de développement de ces mouvements ou aux formes dans lesquelles il se manifesteront.

L'élément nouveau le plus important dans la situation objective, c'est l'approche de la crise économique avec une chute des prix et un chômage déjà perceptible dans plusieurs pays qui entrera d'ailleurs pour beaucoup dans la ranimation des luttes ouvrières à la première étape. Cet élément suivant une phase d'inflation et d'emploi généralisé, nécessite tout d'abord un rajustement des mots d'ordre. Une autre page du Programme de Transition donnera aux militants et à tous les travailleurs les armes pour le combat. L'échelle mobile des heures de travail et le contrôle de l'embauchage et du débauchage deviendront les mots d'ordre de mobilisation de millions de prolétaires.

Mais un élément non moins important dans la situation / c'est que les ouvriers veulent se battre mais se défient de plus en plus des vieilles directions. L'absence d'une nouvelle direction reconnue freine certainement le démarrage des mouvements. Mais l'approche de ces luttes et ces luttes elles-mêmes ne peuvent manquer de stimuler les éléments les plus conscients et les plus combatifs. Comprendre ce qui mûrit, et savoir concrétiser, en fonction des conditions spécifiques à chaque pays, les mots d'ordre, les moyens de lutte et les formes d'organisation les plus appropriées pour que l'avant-garde militante rassemble ses forces et montre à la classe ouvrière le chemin de la victoire dans le combat, c'est la tâche que poursuivront les sections de la IVe Internationale, fortes d'une riche expérience durement acquise au cours des cinq dernières années.

+++++

+++++

--
--
--
Nous nous excusons auprès de nos lecteurs du retard dans la parution de "QUATRIEME INTERNATIONALE". Le retard est dû à des raisons financières qui nous obligent, afin d'éviter une plus longue interruption, à renoncer pour quelque temps à l'impression de notre revue et à la produire à la ronéo.

Nous publierons un autre numéro pour juillet et un pour août. Nous pensons pouvoir ensuite reprendre la publication de numéros imprimés.

Nous prions tous nos amis de nous aider et aux camarades de nous adresser au plus tôt le montant des ventes.

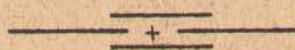
Correspondance et Fonds à :

Melle J. Weill, Boîte postale n° 124,
PARIS 15e.

C.C.P. 5672 - 07 - Paris

forme condensée tout le mécanisme de la politique mondiale, se lisait pour ainsi dire dans les postes du budget américain. Mais l'ampleur de ce budget est déterminée en premier lieu par la conjoncture économique aux USA, c'est-à-dire par le revenu national et le produit des impôts. Ces deux grandeurs n'ont cessé de baisser depuis plusieurs mois. La crise agricole qui s'annonce grave impose au budget les dépenses supplémentaires des subsides pour maintenir artificiellement les prix agricoles à un niveau "rentable". Un budget restreint pourrait-il maintenir l'ensemble de ces charges qui iront en s'augmentant? Il y a tout lieu d'en douter. La bourgeoisie américaine se trouvera donc tout d'abord placée devant un "choix", entre le maintien de son orientation vers le "Welfare state" afin de conserver la paix sociale aux Etats-Unis même, et sa politique agressive internationale, sans laquelle elle ne pourra vraiment jouir de la paix sociale obtenue. Ce choix s'exprimera et s'exprime déjà dans le niveau de vie des masses américaines qui seront ainsi forcées à leur tour à "choisir" une nouvelle voie d'intervention politique qui passera (et les révolutionnaires y travaillent activement depuis des années) par la construction d'un puissant parti ouvrier basé sur les 15 millions de membres des syndicats. Le rythme et l'ampleur de la prise de conscience politique du prolétariat américain influenceront ainsi de façon décisive la politique et les engagements internationaux de la bourgeoisie yankee, et deviendront bientôt un des facteurs essentiels de la situation mondiale.

Les prédictions sur l'ampleur de la crise économique qui menace les Etats-Unis nous semblent vaines. A l'étape actuelle, il suffit de noter les conséquences importantes de la dépression qui se produit déjà pour déterminer les contradictions devant lesquelles la bourgeoisie se trouve placée. La crise économique aux Etats-Unis ne jouera cependant en faveur d'un recul de l'offensive mondiale bourgeoise qu'à condition que le prolétariat américain fasse son entrée sur la scène politique. Autrement, les tendances actuelles de la situation américaine finiront toutes par aboutir à la même conclusion : l'accentuation de la marche vers la guerre en tant que seule "solution" impérialiste des contradictions économiques, sociales et politiques.



AUTOUR DU CONGRES DU LABOUR PARTY

Après quatre années d'existence, le gouvernement travailliste voit le ciel se couvrir de quelque côté qu'il se tourne. Au lendemain de la guerre, le capitalisme britannique était devant le dilemme : exporter ou mourir, et les dirigeants travaillistes obtinrent des travailleurs de produire davantage sous un régime d'austérité ; l'aide américaine d'autre part empêcha un effondrement de la livre sterling. Les exportations anglaises se sont considérablement accrues. Mais toute progression nouvelle et même le maintien du niveau actuel paraissent bien douteux. La dépression commencée se traduit par la fermeture de marchés. Les Américains ne veulent pas tolérer d'accords préférentiels de l'Angleterre avec des pays comme l'Argentine. La livre sterling est menacée. Et le chômage, de triste mémoire pour les travailleurs anglais, pointe à l'horizon.

Ceux-ci ont beaucoup accepté pendant quatre ans parce qu'ils pensaient devoir ne rien faire qui puisse gêner leur gouvernement qui devait conduire l'Angleterre au socialisme, selon les méthodes propres à ce pays. Mais devant la menace d'une crise et du chômage, que leur proposait Stafford Cripps? La continuation du blocage des salaires et une productivité accrue. La politique du gouvernement travailliste ne fait qu'irriter les ouvriers et les classes moyennes, et sert les Tories qui la condamnent en évitant de démasquer leurs propres solutions. Déjà une partie des petits bourgeois qui a voté Labour en 1945 a voté Tory aux récentes élections municipales.

Mais ce qui est tout aussi significatif et même plus important, c'est que les ouvriers commencent à ne plus accepter passivement la politique des dirigeants travaillistes. Arrêts du travail chez les cheminots, grèves chez les mineurs, chez les dockers. Il n'y a pas encore de grands mouvements d'ensemble, mais toute une série de mouvements annonciateurs d'un large mécontentement des masses qui pourraient déborder la discipline des syndicats dirigés par une bureaucratie fortement liée à l'Etat capitaliste.

C'est dans ces conditions que vient de se tenir le Congrès du Labour Party à Blackpool, avec pour objet, entre autre, la préparation des prochaines élections générales. Exploitant le désir de tous les travailleurs de battre les conservateurs à ces élections, la direction du Labour Party a manié le Congrès d'une façon aussi bureaucratique que possible. Les ministres -Attlee, Morrison, Bevan, Cripps, etc.- ont pu s'exprimer tant et plus, tandis que le Bureau d'organisation éliminait la plupart des interventions qui auraient pu exprimer une opposition ou présenter des résolutions désagréables aux ministres de sa Majesté. Néanmoins quelques interventions ont pu permettre l'expression de courants de gauche dans le Labour Party. Une demande d'audition de Zilliacus, exclu, a recueilli plus d'un million de voix qui n'étaient nullement favorables aux vues pro-staliniennes de l'exclu, mais qui étaient hostiles au régime imposé par les dirigeants du parti travailliste. La presse anglaise, notamment le Times, le Manchester Guardian, l'Observer, ont relevé l'intervention d'un cheminot qui, montrant l'insuffisance des nationalisations, a demandé le renvoi des anciens patrons et directeurs et l'instauration du contrôle ouvrier.

Les dirigeants travaillistes ont remporté à Blackpool une victoire bureaucratique sur une aile gauche qui était venue au Congrès sans cohésion, sans organisation, confiante dans ses possibilités d'agir sur le parti par la force même de ses interventions. Le traitement qu'elle a subi ne peut manquer de lui servir de leçon.

L'inquiétude et le mécontentement qui règnent dans la classe ouvrière anglaise trouvèrent leur expression non à la tribune du Congrès où un appareil faisait bonne garde, mais dans diverses manifestations autour du Congrès. Des délégations de dockers en grève tentaient dans les couloirs de parler à des ministres. Des Irlandais manifestèrent et se heurtèrent à la police. Enfin et surtout, une assemblée convoquée par un organe de la gauche travailliste, le "Socialist Outlook", rassembla près de 200 délégués et permit à cette gauche de prendre conscience de ses forces. Un ex sous-secrétaire d'Etat, Ellis Smith, ayant récemment publié un article faisant appel à la création d'une "Association Socialiste" qui aurait pour but de lutter dans le Labour Party pour un programme socialiste, a reçu des milliers de réponses favorables de tous les coins du pays.

Le prolétariat anglais achève de faire l'expérience d'une première étape de gouvernement travailliste. Il va vouloir pousser celui-ci à des

actes plus sérieux sur la route du socialisme. Les ministres défenseurs de l'Empire ne vont guère s'y prêter. Cette contradiction se manifestera dans le Labour Party. L'aile gauche de ce parti va se trouver placée devant des tâches énormes. Une nouvelle direction, une direction révolutionnaire parviendra-t-elle à se dégager dans ces circonstances? C'est une question d'une importance exceptionnelle pour les travailleurs du monde entier.

UN AN DE RESISTANCE AU KREMLIN

Il y a un an que Tito détient le pouvoir en Yougoslavie, malgré l'excommunication et la pression accrue du Kominform et du Kremlin. Aujourd'hui la rupture entre son régime d'une part et l'URSS et les autres "démocraties populaires" d'autre part est à peu près complète, aussi bien sur le terrain politique qu'économique.

La presse stalinienne, l'organe du Kominform en tête, multiplie les diatribes contre la "clique des trotskystes yougoslaves", les gratifiant de toutes les épithètes qui abondent dans le vocabulaire stalinien : traîtres, espions, assassins, agents de l'impérialisme, etc.

La presse de Tito riposte en dénonçant l'attitude de plus en plus "anti-socialiste" de l'URSS, c'est-à-dire du Kremlin qui orchestre la campagne "des calomnies" et des "mensonges" des partis staliniens. Mais les dirigeants yougoslaves se sont bien gardés jusqu'à présent d'analyser plus profondément les racines de cette attitude "anti-socialiste" de l'URSS et de soumettre le stalinisme à une critique capable de mieux armer, avant tout leurs propres partisans en Yougoslavie ainsi que les larges masses de ce pays. Cette attitude timorée envers le Kremlin et le stalinisme s'explique en réalité par le fait que les dirigeants yougoslaves sont attachés par plus d'un fil à l'idéologie menchevique et bureaucratique stalinienne, au "socialisme dans un seul pays", au Parti "monolithique", et à la révolution dirigée d'en haut et "protégée" par une toute-puissante police secrète "populaire".

Sur le plan économique, le Kremlin et le Kominform ont accentué le blocus économique de la Yougoslavie à tel point que bientôt il n'y aura plus de commerce notable entre ce pays et la zone soumise à l'influence soviétique. Cette situation exige de la part de la Yougoslavie un effort important de reorientation de son économie et de ses plans, qui ne doivent plus compter que sur les relations économiques avec l'ouest.

La presse stalinienne fait grand cas du fait que la Yougoslavie commerce avec l'ouest et s'adresse aux banques américaines pour emprunter les capitaux nécessaires au financement de son économie. Mais quelle "démocratie populaire" n'en a pas fait autant jusqu'à présent (pour ne pas citer avant tout l'URSS elle-même) et pourquoi les représentants polonais et tchécoslovaques à la Conférence Economique de Genève se plaignent-ils du "sabotage" américain envers l'économie de leurs pays, en accusant les Etats-Unis de leur refuser les marchandises et les capitaux nécessaires?

Rakosi a trouvé il est vrai, un autre argument pour démontrer que

"Tito est vendu à l'impérialisme", le fait que la Yougoslavie livre aux Etats-Unis des produits "stratégiques", chrome, manganèse, etc.. (+). Ces produits sont parmi les exportations essentielles de toujours de la Yougoslavie; d'autre part ce reproche devrait s'adresser à l'URSS même dont les exportations de chrome et de manganèse, en quantités infiniment plus importantes que celles livrées par la Yougoslavie en direction des Etats-Unis, n'ont cessé qu'en avril 1949 (déclaration du Département d'Etat américain) en guise de représailles au blocus économique des Etats-Unis envers l'URSS et les pays sous contrôle soviétique.

Que l'impérialisme sabote actuellement ces pays et favorise par contre la Yougoslavie, c'est un fait explicable par ses calculs en vue de pouvoir incorporer peu à peu la Yougoslavie dans son orbite économique et politique.

Les dirigeants yougoslaves, qui n'ont pas le choix, peuvent profiter de cet aspect de l'antagonisme URSS---Etats-Unis, sans pour cela être des "traîtres".

Mais en accentuant les traits bonapartistes de leur régime politique, en craignant de faire confiance aux masses yougoslaves démocratiquement organisées en classe dominante, et de s'adresser aux prolétaires du monde entier pour dénoncer le stalinisme et les appeler à la révolution mondiale, les dirigeants yougoslaves préparent à la longue l'infiltration des forces impérialistes dans le pays et insensiblement son glissement dans le lit de la réaction.

(+) Rakosi, dans "Pour une Paix durable, pour une Démocratie populaire", du 1-6-1949

LA CRISE DU STALINISME

La liste s'allonge des "excommuniés", exclus, "jugés" et même exécutés par le Kominform et le Kremlin. L'affaire yougoslave a donné le signal de la "grande purge" dans tout le glacis soviétique : Patranescu en Roumanie, Kostov en Bulgarie, Markos en Grèce, Koxi Dodze en Albanie, Rajk en Hongrie, pour ne citer que les principaux dirigeants staliniens qui, hier encore, étaient à la tête de leurs partis respectifs, occupant en même temps d'importants postes dans l'administration étatique, et qui, aujourd'hui, sont accusés l'un après l'autre d'être "des espions au service de l'impérialisme et des agents trotskystes".

Ce qui se passe en réalité à présent dans le glacis soviétique, c'est une épuration colossale qui rappelle la sinistre période des "procès de Moscou" de 1936-1938, épuration menée par le Kremlin dans les appareils autochtones des partis staliniens qui grâce au triomphe de la "démocratie populaire"

ont eu la bonheur de passer dans la zone européenne sous contrôle soviétique.

L'épuration s'accompagne d'arrestations, de disparitions, d'emprisonnements, de "procès", "d'aveux" et d'exécutions. Elle touche jusqu'à présent les cadres staliniens qui ont comme caractéristique commune d'être tous des éléments qui n'ont pas séjourné pendant la guerre à Moscou mais qui sont restés dans leurs pays respectifs, et d'avoir dirigé sur place le mouvement de résistance des masses.

Ce qui explique que ces éléments furent peut-être plus sensibles que les autres à l'aspect bureaucratique et exploiteur de la politique du Kremlin à l'égard de ces pays, qu'occasionnellement ils n'acceptèrent pas sans quelques réticences la ligne du Kremlin, ou qui furent considérés par celui-ci comme potentiellement capables de lui résister à l'avenir. Tous en effet viennent d'être accusés, entre autre, en raison de "méfiance" et même d'"attitude hostile" envers "l'Union Soviétique" et d'avoir plus ou moins "minimisé" son rôle décisif "à la libération" de leurs pays.

Quand on nomme "l'Union Soviétique", c'est une façon de désigner en réalité le Kremlin dont la politique bureaucratique et exploiteuse à l'égard des pays du glacis suscite et suscitera de plus en plus fortement la méfiance, le mécontentement, la colère et même la révolte de tous les éléments si peu que ce soit liés aux masses de ces pays.

Le Kremlin a besoin d'imposer partout ses propres hommes de confiance, de surveiller constamment par ses agents du Guépéou tous les rouages de la machine des Partis et des Etats des "Démocraties populaires", d'épurer constamment ces appareils de tout élément qui, pour une raison quelconque, devient suspect ou même qui menace de devenir suspect, afin de pouvoir appliquer partout en toute sécurité sa politique, c'est-à-dire celle que dictent les intérêts économiques, politiques, diplomatiques et stratégiques de la caste de la bureaucratie soviétique. Ces intérêts vont naturellement à l'encontre d'un développement et d'une libre disposition des pays du glacis. D'autre part, le Kremlin se montre de plus en plus incapable de fournir à tous ces pays les marchandises et les capitaux nécessaires à leur développement ultérieur. Le Kremlin a beau vouloir réduire ou supprimer leurs relations économiques avec le monde capitaliste qui domine encore le marché mondial et vouloir créer un circuit fermé axé sur l'URSS; cette orientation équivaut à un état de asphyxie pour tous ces pays. D'où une raison supplémentaire, se surajoutant à la politique bureaucratique et exploiteuse du Kremlin, pour maintenir les pays du glacis dans un état de crise permanente, nourrissant constamment des conflits larvés entre les appareils staliniens autochtones et le Kremlin. La "grande purge" qui est commencée ne s'arrêtera pas. Plus ces pays se développeront et plus leur opposition à l'égard du Kremlin s'affermira. Il s'agit pour nous d'intervenir de façon à ce que cette opposition s'oriente dans la voie d'une résistance révolutionnaire au stalinisme, ce qui profitera à l'avenir socialiste de ces pays et à la révolution mondiale en général, et non sur la voie de la réaction.

+++++++
+++++++ ++++++
+++++++

LA CHINE DE MAO-TSE-TUNG

=====

par SPERO

Les armées de Mao-Tsè-Tung qui ont occupé Shanghai sont maintenant aux abords des trois provinces du Sud-Ouest de la Chine : Hunan, Kwangsi et Yunnan. Le contrôle de ces trois provinces, particulièrement celui des deux dernières, achevera en réalité la conquête de toute la Chine et réduira à néant les espoirs de certains milieux des Etats-Unis de pouvoir organiser une résistance prolongée au Kwangsi et dans le Yunnan qui commandent l'accès aux frontières du Viet-Nam et de la Birmanie, et d'empêcher ainsi une aide efficace de la part des staliniens chinois aux mouvements de ces pays et de tout le Sud-Ouest de l'Asie.

Mais que signifie exactement la "libération" de la Chine P^RF. les armées de Mao-Tsè-Tung?

Les problèmes à résoudre dans cet immense pays depuis le début du XXe siècle, problèmes que ni la révolution de 1911 ni celle de 1925-1927 n'ont pu mener à terme, sont ceux de l'unification du pays, de la révolution agraire, et de l'indépendance du pays vis-à-vis de l'impérialisme.

Trotsky a soutenu pendant la période de 1925-1927 et depuis lors que la solution de ces problèmes, formant un tout organique, n'est possible que sous le régime de la dictature du prolétariat expropriant les féodo-capitalistes indigènes et les impérialistes étrangers, nationalisant la terre et accordant son usufruit aux paysans qui la travaillent, établissant le monopole du commerce extérieur. Les staliniens par contre ont défendu et défendent même à présent essentiellement la thèse de la "révolution démocratique-bourgeoise" distincte de la révolution prolétarienne, révolution qui consisterait dans l'établissement d'un régime social de relations économiques capitalistes, mais qui serait supervisé par un pouvoir politique "populaire", en l'occurrence un gouvernement de coalition entre le Parti Communiste et les partis bourgeois.

Le seul "progrès" accompli par les staliniens depuis la deuxième révolution chinoise de 1925-1927, et qui correspond au nouveau rapport des forces militaires entre eux et la réaction chinoise, c'est qu'ils ne confient plus la direction du pouvoir politique à la bourgeoisie mais s'efforcent de la garder pour eux-mêmes.

Précisant les caractéristiques sociales et économiques de la "nouvelle" Chine, Mao-Tsè-Tung, dans le rapport qu'il fit au CC du P.C. Chinois le 25 décembre 1947 au moment où son armée passait à la contre-offensive, déclara : "La révolution de la Démocratie Nouvelle ne vint à détruire que le féodalisme et le capitalisme monopoleur. Elle ne détruit pas le capitalisme en général, ni la petite ou moyenne bourgeoisie.

"L'évolution de notre économie nationale doit être orientée vers notre objectif général : le développement de la production ; la prospérité ; la satisfaction simultanée des ouvriers et des patrons". (+).

(+) "Cahiers Internationaux", février 1949 - pag. 107-108.

Cette ligne semble maintenant s'affirmer dans tous les territoires contrôlés par les staliniens. On a pu croire, à un certain moment, avant que les armées de Mao-Tsé-Tung n'entrent dans les grandes villes, Peking, Shanghai, Hankéon, etc., que les staliniens chinois, imitant en cela le tournant de tous leurs confrères des "Démocraties populaires" européennes, étaient en train d'adopter un programme plus radical qui tienne compte du prolétariat, de ses revendications et de ses aspirations. En réalité, avec l'entrée dans les grandes villes, il s'est plutôt produit un abandon des promesses qui avaient été faites jusqu'alors aux paysans quant à une accélération de la réforme agraire. Ainsi, dans les huit points résumant à nouveau le programme de Mao-Tsé-Tung, programme qu'il a fait connaître le 26 avril dernier (+), figure celui de "la redistribution ultérieure des terres", c'est-à-dire, en réalité la suspension de la réforme agraire. Par contre les nouvelles autorités multiplient leurs assurances à l'adresse du capital indigène et étranger pour que celui-ci se fixe dans le pays et se développe.

Selon le journal chinois "Chang Pao" de Shanghai, quotidien des milieux financiers et industriels qui a entrepris pour leur compte une enquête dans les territoires occupés par les staliniens "l'industrie privée se voit offrir les mêmes possibilités de développement que l'industrie d'Etat et en Mandchourie par exemple vingt-quatre grandes usines, gérées auparavant par le gouvernement nationaliste, ont été soit vendues à des organismes privés, soit absorbées par le capital privé pour devenir des entreprises mixtes à participation gouvernementale. Toutes les industries privées sont rendues à leurs propriétaires initiaux et des crédits leur sont alloués pour leur permettre de se remettre rapidement à fonctionner".

Le même journal relate d'autre part que les impôts sur le capital ont baissé et que les bénéfices de plusieurs entreprises ont considérablement augmenté, stimulant de nouveaux investissements.

Cette politique s'applique aussi au capital étranger.

D'autre part, ce journal confirme ce qui a déjà été relaté de plusieurs côtés; à savoir que les staliniens ont partout maintenu une journée de travail de plus de 8 heures et introduit "dans un grand nombre d'entreprises privées le salaire au rendement". Par contre dans les multiples conflits du travail, où les ouvriers encouragés par l'arrivée de l'armée de Libération de Mao-Tsé-Tung ont commencé à revendiquer, les staliniens sont intervenus aux côtés des patrons: "Nombreux sont les renseignements indiquant que les communistes ont brisé dans l'oeuf les tentatives ouvrières de participer même indirectement à la gestion des entreprises".

La presse internationale a publié depuis lors des informations semblables en ce qui concerne Shanghai même, où les ouvriers, à plusieurs reprises, ont déclenché, après l'entrée des staliniens, des mouvements revendicatifs et se sont attaqués à la direction capitaliste des entreprises. Peut-on expliquer cette politique de protection et de développement du capitalisme en Chine comme une sorte de NEP adaptée aux conditions chinoises?

Qu'il soit nécessaire de faire appel au capital indigène et étranger afin d'éviter une chute catastrophique de la production, qu'il soit nécessaire d'avancer prudemment en ce qui concerne la paysannerie, et que toute une politique économique souple soit nécessaire pendant toute une période de transition en Chine, nous ne mettons évidemment pas cela en question.

Mais tout le problème consiste à savoir dans quels cadres sociaux

et politiques peut se mouvoir cette NEP pour qu'elle garantisse une évolution vers le socialisme, et ne perpétue pas au contraire l'état de choses antérieur.

Les bolcheviks ont adopté la NEP dans le cadre d'une révolution prolétarienne qui, en 1917, avait effectivement renversé le régime social des féodo-capitalistes et instauré un Etat prolétarien basé sur les comités démocratiquement élus des ouvriers et des paysans. Cette Etat prolétarien à lui seul, par son contrôle effectif constant de toutes les cellules de la vie économique et politique du pays, constituait la plus sérieuse garantie contre un retour au capitalisme à travers la NEP. La Révolution d'octobre avait doté d'autre part cet Etat prolétarien d'armes supplémentaires : La nationalisation du sol, des banques, des grandes entreprises ; le monopole du commerce extérieur.

Aux yeux de Lénine c'était l'ensemble de ces conditions qui rendait la Révolution capable de manier une arme aussi dangereuse que la NEP, et de le tenir en définitive au service du socialisme.

En Chine aucune de ces conditions n'est remplie. Il n'y ni nationalisation du sol, des banques et des industries, ni monopole du commerce extérieur. Mais il n'y a surtout pas un Etat prolétarien qui supervisera et contrôlera le capitalisme "dirigé". Le gouvernement central (+) auquel songe Mao-Tsé-Tung sera un "gouvernement démocratique de coalition" qui "comprendra des représentants de toutes les organisations démocratiques et populaires, des minorités raciales et des Chinois vivant à l'étranger" - ("l'Humanité", 20 juin 1949).

On objectera que les "démocraties populaires" européennes ont commencé leur évolution par des gouvernements semblables et ne furent épurées des "ministres capitalistes" que progressivement. Seulement, les différences entre la Chine et une "démocratie populaire" quelconque d'Europe ne sont pas simplement d'ordre quantitatif. L'échelle incomparablement plus grande à laquelle se posent tous les problèmes, jointe au caractère extrêmement arriéré du pays, à l'immensité de la paysannerie et aux rapports qui la relie aux capitalistes, à la dépendance à ce jour du pays tout entier envers l'impérialisme, etc., rend la Chine infiniment moins maniable et dirigeable aux mains d'un appareil stalinien restreint que n'importe quelle "Démocratie populaire" d'Europe.

En Chine, plus qu'ailleurs, il faut une véritable révolution prolétarienne établissant un pouvoir prolétarien effectif, c'est-à-dire une organisation effective des masses ouvrières et paysannes pauvres en classe dominante, pour arriver à exercer un contrôle effectif sur les forces capitalistes et impérialistes qui renaissent chaque jour par les innombrables pores de sa structure sociale, et pour venir à bout des mille tâches que pose la reconstruction socialiste de cet immense pays.

(+) Le Parti Communiste Chinois s'efforce de coordonner l'action dans toute la Chine "libérée" ; mais l'administration étatique reste encore hautement décentralisée en six unités régionales : Manchukuo, Nord-est, Nord, Nord-ouest, Est et Centre. Ces régions administratives sont découpées selon les frontières des anciennes provinces.

Cette tâche peut-elle être accomplie à défaut d'une révolution prolétarienne, par un appareil bureaucratique? La réponse que l'Histoire donnera à cette question dans les années à venir aura une importance beaucoup plus générale concernant l'avenir de la révolution socialiste à notre époque.

Il y a enfin une autre question, liée du reste à la précédente, posée déjà elle aussi par la victoire de Mao-Tsé-Tung : son régime dans l'hypothèse où il se consoliderait peut-il rester subordonné au Kremlin?

Les observateurs politiques de la bourgeoisie n'ont pas manqué d'apercevoir les similitudes qui existent entre le régime de Tito et celui que Mao-Tsé-Tung est en train de fonder : "libération" du pays par l'effort principal des forces populaires autochtones, construction d'un fort appareil de Parti et d'Etat qui échappe ou qui peut échapper au contrôle absolu et direct du Kremlin. D'autre part le marché chinois est convoité plus que jamais par les impérialistes qui commencent à sentir les premiers effets de la dépression et de la crise économique. Américains et Anglais se hâtent afin de savoir qui d'entre eux profitera le premier et exclusivement de la "souplesse" dont Mao-Tsé-Tung fait preuve en politique économique. Celui-ci par conséquent dispose déjà d'une position internationale de grande puissance et peut se considérer incomparablement plus apte que Tito à secouer la tutelle du Kremlin. D'où les espoirs des impérialistes de voir le "titisme" gagner la Chine, et les démentis que le Kremlin a cru nécessaire d'imposer par la plume de Liu-Shao-Chi, membre du CC du P.C.C. ("Pravda", 8 juin 1949), affirmant "que jamais les communistes chinois ne trahiront la solidarité internationale du prolétariat, jamais ils ne critiqueront l'URSS comme le fait Tito", (+). Il n'y a cependant pas de doute que le "titisme" soit une variante très probable d'évolution de la Chine.

Le Kremlin s'efforcera de passer à ce danger, entre autre en exploitant sa mainmise totale sur la Mandchourie, qui peut commander pour une longue période le développement industriel du reste de la Chine et qui constitue de toute façon une pointe soviétique à l'intérieur même du corps de la Chine. Mais cette mainmise soviétique sur la Mandchourie peut s'avérer d'autre part un des points de départ du conflit potentiel entre le pouvoir du Kremlin et le nouveau pouvoir qui émerge en Chine.

Il faut se garder d'extrapoler sur les données encore insuffisantes, mais en réfléchissant bien sur l'essence profonde du stalinisme, qui n'est que l'expression des intérêts de caste de la bureaucratie soviétique, il faut bien arriver à la conclusion que l'ère de l'expansion du stalinisme s'avèrera aussi être l'ère de sa dislocation.

Juin 1949

+++++++

+++++++

(+) Voir aussi son article "Internationalisme et Nationalisme" dans l'organe du Kominform du 14 juin 1949.

+++++

II

LES DIFFICULTES STRUCTURELLES DE LA PLANIFICATION

L'examen des tendances générales de l'évolution économique dans les pays de l'Europe orientale (1) a montré qu'à partir du début de 1948 ces pays ont été soumis à un processus accéléré d'assimilation structurelle à l'économie et à la société soviétique. Il a montré en même temps que ce processus est encore loin d'être achevé et qu'il subsiste dans l'économie des pays du glacis des éléments décisifs qui rendent sa nature et son fonctionnement encore qualitativement différents de celle de l'URSS. Il s'agit maintenant de rechercher ces différences non sur le plan de la structure mais dans la vie économique concrète de tous les jours. C'est de cette étude que se dégagera comme conclusion générale l'existence d'une série de difficultés structurelles de planification dans le glacis, d'où découle la caractérisation de cette planification en tant que planification partielle et hybride, à mi-chemin entre la planification soviétique, elle-même déformation bureaucratique de la planification socialiste, et le dirigisme capitaliste.

PRODUCTION CAPITALISTE
ET
PETITE PRODUCTION MARCHANDE
A LA CAMPAGNE

‡ Nous avons déjà indiqué dans le bilan de la seconde vague des nationalisations dans le glacis que, si l'étatisation de l'industrie et du commerce de gros se trouve pratiquement achevée dans

la plupart des pays de l'Europe orientale, l'agriculture au contraire reste dominée par la petite exploitation paysanne privée. La partie des exploitations agricoles qui sont entre les mains de l'Etat constitue une fraction inégale de la superficie cultivée totale. Parmi les exploitations privées on trouve toute une gamme de types divers de propriété, depuis les "propriétés-naines" d'un hectare et même moins, à de grandes exploitations cultivées à l'aide de salariés, s'étendant sur plus de 50 ha. La structure de la propriété agricole varie d'un pays à l'autre, non seulement en fonction de différences historiques et nationales considérables, mais aussi suivant la portée souvent différente des réformes agraires réalisées entre 1945 et 1948. L'exemple hongrois suffira pour indiquer la diversité très prononcée qui subsiste dans la structure de la propriété agricole du glacis : -

(1) Voir dans le No de janvier-février 1949 de "QUATRIEME INTERNATIONALE" la première partie de cet article.

PROPRIETE EN A R P E N T S	NOMBRE DE PROPRIETAIRES	% DU TOTAL	SUPERFICIE EN ARPENTS	% DU TOTAL
(1 arpent: 0,58 ha.)				

Petits paysans :				
De 0 à 5	1.406.325	68,1	2.871.958	17,9
Paysans moyens :				
De 5 à 10	368.179	18,8	3.388.857	27,1
De 10 à 20	175.428	8,5	2.789.353	17,3
K o u l a k s :				
De 20 à 50	71.164	3,4	2.359.004	14,7
De 50 à 100	14.864	0,7	1.295.506	8,1
De 100 à 200	5.525	0,3	714.512	4,4
Au dessus de 200.....	4.629	0,2	2.662.654	16,5
	2.066.114		16.081.844	

Par conséquent les petits propriétaires qui constituent plus des 2/3 des paysans hongrois ne possèdent actuellement qu'un sixième de la terre ; les paysans moyens qui constituent un quart de la paysannerie possèdent plus de 45 % de la terre ; et une petite minorité de Koulaks , à peine 5 % de la paysannerie, possède bien plus d'un quart du sol, c'est-à-dire plus que toute la masse des petits paysans ! Quant aux propriétés excédant 200 arpents, elles sont pour la plupart constituées par des forêts, des propriétés communales ou collectives, des domaines d'Etat ou des fermes modèles.

De tels rapports de forces impliquent une supériorité constante du koulak sur le reste du village. La masse des paysans sans terre recevant de véritables lots-miniatures ne possède ni bête de trait ni outillage agricole le plus rudimentaire. C'est le koulak qui les leur procurera et qui fixera lui-même le prix de ce service. L'impôt agricole en nature ("le quota de livraison obligatoire") qui, dès le début, fut de rigueur dans tous les pays du glacis excepté la Pologne, frappe beaucoup plus fortement le petit producteur que le grand. Le koulak profite de la période de récolte, de la durée de son transport et de sa vente, souvent excessivement longue, pour obliger le petit paysan à lui vendre par avance l'ensemble de ses produits, en échange de quoi le koulak lui procurera la quantité à fournir à l'Etat. La spéculation sévissant aussi bien à la source (rassemblement de la récolte) qu'à la répartition (marché noir ou "libre" dans les villes) favorise exclusivement les éléments cossus qui disposent de toutes les réserves et qui peuvent attendre les moments les plus opportuns pour chacune de leurs opérations.

C'est avec beaucoup de retard que les dirigeants staliniens se sont rendus compte du fait que toute leur position agricole à partir de 1944-45 n'avait fait que favoriser les koulaks. Alors que la IVe Interna -

tionale a dénoncé et précisé ce fait dès juillet 1945 , ce n'est que durant l'été 1948 que les dirigeants staliniens se virent obligés par une expérience par trop éloquente de prendre position sur cette question. Hilary Minc, ministre polonais de l'Industrie et principal spécialiste des questions économiques, non seulement pour la Pologne mais pour tout le glacis, écrit dans l'organe du Kominform du 1er octobre 1948 :

" Les éléments riches à la campagne sont les producteurs les plus importants pour alimenter le commerce du blé. Ils manœuvrèrent pour provoquer une baisse des prix afin de pouvoir acheter tout le blé (eux-mêmes) et le revendre ensuite à des prix élevés aux coopératives et aux fermes d'Etat... Le Plenum (du CC du PPR)... a indiqué qu'une partie considérable des 13 milliards de zloty alloués en tant que crédit aux paysans petits et moyens était tombée entre les mains des éléments cossus, malgré les instructions gouvernementales".

Et Gerö , "l'homme fort" du parti stalinien hongrois écrit dans l'organe du Kominform du 1er décembre 1948 :

" ... la direction de notre Parti est arrivée à la conclusion que la réforme agraire appliquée sur une vaste échelle n'avait nullement arrêté le développement capitaliste à la campagne. Elle avait eu, en fait, l'effet opposé. Une enquête conduite dans des centaines de villages montre que pendant les années passées la classe exploitée à la campagne -les koulaks- s'était renforcée numériquement et s'était ainsi considérablement enrichie".

En fait, les dirigeants staliniens ont été obligés de constater dans tous les pays du glacis -à l'exception de la Yougoslavie et de la Bulgarie où ces phénomènes se sont également produits mais avec moins d'intensité- que les koulaks avaient introduit partout un régime de salariat camouflé, établi un véritable monopole sur le commerce du blé, et étaient en train d'acheter la terre, contournant les obstacles légaux existant, par des formes d'opérations souvent fort ingénieuses, (En Hongrie par exemple, par des contrats de métayage transformant en fait le métayer en salarié du Koulak).

Le principal obstacle qui limita un développement analogue en URSS au cours de la NEP fut la nationalisation du sol, interdisant la vente et l'achat de la terre que les paysans avaient seulement reçue en usufruit de l'Etat. Cet obstacle n'existe pas dans le glacis où les paysans possèdent la terre en pleine propriété, et où existe seulement une limite légale de l'extension de cette propriété, variant de pays à pays (de 30 ha. en Pologne, de 50 ha. pour certaines catégories et de 200 ha. pour d'autres catégories en Tchécoslovaquie, etc.). Aussi la politique stalinienne s'est-elle surtout efforcée de transformer le système des coopératives paysannes en rempart essentiel contre un développement accentué du capitalisme à la campagne.

Dans certains pays balkaniques, les coopératives paysannes possèdent une longue tradition historique. En Yougoslavie elles ont souvent opéré le passage direct d'une économie patriarcale, basée sur la propriété communale de la terre, à la petite production marchande contemporaine. En Bulgarie, elles se sont développées sur la base de la combinaison d'une multitude de petites propriétés paysannes individuelles. Mais quelle que soit son origine historique, la coopérative paysanne impliquant la propriété privée du sol et de ses produits constitue sans aucun doute une forme de petite production marchande, engendrant constamment le capitalisme, et nullement -comme le prétendent les théoriciens du PC yougoslave- un "secteur déterminé de l'économie socialiste". Sur ce plan, les critiques adressées par le Kominform à Tito étaient justifiées, mais elles ne signalaient naturellement pas que cette théorie erronée provenait directement de Moscou et qu'elle avait été répandue dans tout le glacis au cours des années passées.

Le développement des coopératives, loin de constituer un barrage aux koulaks, avait été utilisé jusqu'à présent par les éléments riches pour accentuer leur mainmise sur toute l'agriculture. S'étant emparés souvent de positions-clés dans le parti stalinien (comme l'admet Gerô dans l'article mentionné), les koulaks dominaient les coopératives et s'adju-geaient le meilleur des engrais et des semences que les coopératives devaient partager entre tous les paysans. Ils utilisaient également les bêtes de trait et les machines, propriété des coopératives, pour travailler leurs propres terres. Toute cette évolution était favorisée par le fait que les coopératives dite de "consommation" ne s'occupaient en fait que du commerce de certains produits, en Pologne par exemple surtout de la vodka, monopole d'Etat. (3). "La direction des coopératives, écrit T. Janczyk dans "PRAG"(25 août 1949), se trouvait dans la plupart des cas entre les mains des paysans riches et leur activité, par conséquent, s'est orientée vers la satisfaction des besoins des paysans riches".

A la suite des directives données par la réunion du Kominform où fut prononcée la condamnation de Tito, un ~~tour~~ tournant fut opéré dans la politique agricole des partis staliniens du glacis. Ce tournant peut être résumé ainsi : s'efforcer d'engager la lutte contre les koulaks par une intervention étatique favorisant les éléments moyens et pauvres (ce dernier point -du moins, sur le papier). L'état dispose pour cette action de différents leviers, dont les plus importants sont : le marché des produits industriels, la politique des prix, la politique des impôts, la possibilité de modifier légalement l'organisation des coopératives, etc.. Tous ces leviers ont été effectivement utilisés d'une manière ou d'une autre. En Hongrie par exemple, le gouvernement a instauré une échelle mobile de livraisons des produits agricoles à l'Etat, obligeant le koulak à fournir trois fois et demi plus de blé par arpent que le petit paysan. En Pologne, le gouvernement a décrété un prix unique pour le blé pendant toute l'année, afin d'éviter la chute du prix qui arrivait après la récolte et constituait la meilleure arme de spéculation du koulak. Jusqu'au début de septembre de chaque année, les petits paysans ont aussi obtenu une priorité absolue pour l'acquisition d'engrais.. Mais l'ensemble de ces mesures ne peut être efficace que s'il

(3) Une des imitations caractéristiques de Staline par les dirigeants polonais consista dans l'introduction d'un monopole d'Etat pour la vente de la vodka. 15 % des recettes budgétaires totales en 1947 provinrent de cette source.

va dans le sens et non pas à l'encontre de la logique du jeu des lois économiques. Sinon, il provoque inévitablement un ensemble de réactions (limitations artificielles de la production, vente du bétail et de l'outillage agricole, abattage forcé du bétail, etc.), capable de provoquer une véritable crise agricole et alimentaire. C'est ce qui s'est produit en 1948 en Tchécoslovaquie, où le gouvernement a été obligé d'opérer un recul et d'instaurer un secteur libre des produits industriels afin de provoquer un intérêt économique véritable à l'augmentation de la production agricole. De même en Pologne, le gouvernement a été obligé de donner aux paysans fournis - seurs de blé des bons leur permettant d'acquérir des produits industriels au-dessous des prix du marché ("GLOS LUDU" 4-5-1948). Ces mesures correspondent au fameux phénomène des ciseaux : l'agriculture s'étant relevée rapidement des années de famine et de basse production, et les industries de produits de consommation connaissant un gros retard sur celles des moyens de production, les paysans risquent de n'avoir plus aucun intérêt à augmenter la production, en raison de la baisse des prix agricoles et de la hausse des prix des moyens de consommation. La stabilisation du prix du blé en Pologne s'efforce également d'aller à l'encontre des préoccupations de la paysannerie.

Personne ne peut prévoir l'effet immédiat de l'ensemble de ces mesures empiriques et fragmentaires tendant à limiter l'influence du koulak à la fois sur la paysannerie et sur l'économie nationale dans son ensemble. Une chose reste cependant certaine : aussi longtemps que subsistera le régime actuel d'exploitation et de propriété agricole, les lois économiques continueront à jouer en faveur des éléments cossus et l'accumulation primitive restera le moteur essentiel du développement des campagnes. Ce n'est pas par hasard que les théoriciens stalinien ont brusquement sorti de son ensevelissement la célèbre formule de Lénine : "LA PETITE EXPLOITATION INDIVIDUELLE ENGENDRE LE CAPITALISME ET LA BOURGEOISIE DE FAÇON PERMANENTE, CHAQUE JOUR, A TOUT MOMENT, AVEC UNE FORCE ELEMENTAIRE ET SUR UNE ECHELLE MASSIVE". C'est en effet cela qui se produit aujourd'hui dans les pays du glacis : 80 % environ de la population active sont occupés dans l'agriculture en Roumanie et en Bulgarie, près de 70 % en Yougoslavie et plus de 50 % en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie ; en outre "les grands artisans et les commerçants engagés dans l'exploitation de la main d'oeuvre salarié" -- le secteur de l'économie urbaine qui reste capitaliste selon la définition de Gottwald (Rapport au CC du PC tchécoslovaque du 17 et 18 novembre 1948)-- constituent les alliés naturels et permanents des éléments capitalistes à la campagne ; enfin il faut aussi rejeter le point de vue absolument erroné,

"le point de vue que j'appellerai celui des spécialistes suivant lequel toutes les questions de notre agriculture seront résolues par la seule application intensive de mesures de technique agricole. Toutefois, la petite propriété agricole impose à la mécanisation agricole et aux mesures agro-techniques des limites fixées et bien définies. Ces mesures sont insuffisantes et elles ne profiteraient qu'aux capitalistes des campagnes et des villes (très juste!) aux dépens du petit et moyen propriétaire paysan".

(Kardelj, "BORBA", 26 avril 1948)

On doit nécessairement conclure que l'actuelle structure de la propriété agricole dans le glacis constitue et restera aussi longtemps qu'elle existera, l'obstacle structurel le plus important à toute planification

même sous les formes bureaucratiques et déformées, où celle-ci existe en URSS. (4)

UNE BASE MATERIELLE
INSUFFISANTE
ET TROP ETROITE

† La planification de l'économie n'exige pas
† seulement la nationalisation de tous les moyens
† de production et d'échange (dont le sol reste
† l'élément le plus important dans un pays agri-
† cole). Elle exige aussi l'abolition des frontiè-

res nationales qui constituent aujourd'hui, tout comme la propriété privée des moyens de production, un frein absolu à un nouveau développement des forces productives. Ce n'est pas seulement un axiome marxiste d'un point de vue général et abstrait, s'opposant à la théorie absurde du "socialisme dans un seul pays". C'est aussi une considération absolument primordiale pour juger de la nature et de la possibilité d'une économie déterminée. L'édification d'une économie socialiste n'est possible que sur le plan international. Mais, à l'exception de quelques ultra-gauches, aucun courant du mouvement communiste n'a jamais nié la possibilité d'entamer cette construction pendant une période transitoire dans un cadre concret national donné par la victoire de la révolution prolétarienne ; c'est l'Opposition de Gauche elle-même qui à cette fin dressa le premier plan en URSS, contre une résistance farouche de la bureaucratie et de la fraction stalinienne. Mais il ne s'ensuit nullement que n'importe quel cadre national se prête à la planification à la seule condition que le pouvoir soit préalablement conquis par le prolétariat. Il est évident qu'un minimum de base matérielle préalable est indispensable à tout travail même préparatoire de planification socialiste. Entamer la construction du socialisme en Roumanie, au Luxembourg ou au Paraguay constitue une absurdité encore plus criante que de prétendre achever cette construction en URSS.

La base matérielle sur laquelle on établit un plan est donnée par l'ensemble des ressources économiques d'un pays : richesses du sol et du sous-sol, population active, somme des instruments du travail et des machines, niveau moyen de productivité et de culture, etc. Plus cette base matérielle est étroite et plus le développement économique dépend de l'étranger, et plus la pression de l'étranger limite à l'extrême les possibilités de développement autonome. De tous les pays du monde, l'URSS est sans doute celui qui, à côté des Etats-Unis, possède les plus grandes richesses naturelles et, pour cette raison même, connaît sur ce plan une dépendance moindre de l'étranger que d'autres pays. Mais par contre, son caractère de pays arriéré, son bas niveau de productivité et de culture, la rendaient, dès le début de la planification, extrêmement dépendante de l'étranger du point de vue de la technique, aussi bien de la production que du travail. Dans la mesure où les quatre plans quinquennaux n'ont fait qu'accentuer les besoins techniques de l'économie russe, ils n'ont pas diminué mais augmenté cette dépendance.

Ce qui est vrai pour l'URSS est mille fois plus vrai pour les pays du glaciais qui non seulement sont arriérés du point de vue de leur développement technique, mais encore trop petits et trop pauvres pour pouvoir parvenir à un degré d'autarcie comparable à celui de l'URSS.

- (4) La seule voie efficace de lutte contre les koulaks passe par l'organisation et la lutte autonome des pauvres aux villages. Seuls des comités de pauvres (soviets) au village sont capables de contrôler la gestion des coopératives de façon à éliminer tout avantage pour les koulaks. En substi-

Or, le maintien des frontières nationales en tant que cadre concret dans lequel évolue la vie économique de tous ces pays n'est nullement un produit historique inévitable ; il est exclusivement le produit d'une orientation politique de la bureaucratie stalinienne. Aucun facteur majeur, aucune force sociale, n'auraient pu empêcher le prolétariat de balayer dans toute l'Europe centrale et orientale (et bien sûr, également en Europe occidentale!) les anciennes frontières nationales désuètes durant sa montée révolutionnaire de 1943 à 1945, pour ériger à la place les Etats-Unis Socialistes d'Europe ou, à leur défaut, au moins une Fédération Socialiste balkano-danubienne. Cela ne s'est pas réalisé exclusivement en raison de l'orientation de la bureaucratie, de ses efforts pour étouffer aussi vite que possible tout élan des masses, de sa tentative de création d'un glacis à travers des accords et des compromis avec l'impérialisme (Téhéran, Yalta, Potsdam, Paris), du besoin qu'elle ressentit de maintenir les anciens appareils étatiques répressifs pour les utiliser dans son action contre-révolutionnaire, etc. Si cette bureaucratie voit une fois de plus dans sa vie se rebeller contre elle les forces et des théories créées par elle, et si elle est aujourd'hui forcée de polémiquer contre la théorie évidemment grotesque du "socialisme victorieusement construit en Yougoslavie", elle ne reçoit là que le châtement légitime de ses propres crimes contre la révolution internationale dans l'espace balkano-danubien.

Entamer la construction d'une économie socialiste pendant une période transitoire même sur un plan national ou international limité, ne signifie en aucune mesure le faire sur une base autarcique. C'est encore un de ces paradoxes de l'histoire que la même bureaucratie stalinienne qui s'était faite, pendant le premier plan quinquennal, contre l'Opposition trotskyste, l'avocat de la thèse d'un "plan autarcique" en Russie, se voit aujourd'hui forcée de combattre sa propre théorie dans le glacis. Développer en premier lieu les secteurs de l'économie permettant d'obtenir un maximum de productivité et réussissant à dépasser la productivité moyenne du marché mondial dans ce secteur et utiliser cette production en tant que monnaie d'échange pour obtenir le maximum de marchandises capitalistes produites également dans les meilleures conditions de productivité (tout en veillant bien entendu à la protection militaire et économique-stratégique pour le cas d'un conflit militaire), constitue la méthode la moins coûteuse pour entamer la construction d'une économie planifiée, non seulement d'un point de vue strictement économique mais aussi du point de vue social. Seule cette méthode permettrait de limiter à l'extrême les sacrifices que le prolétariat devra s'imposer pour entamer le bouleversement de l'économie. En agissant ainsi, un Etat ouvrier commencerait à battre le capitalisme sur son propre terrain, accentuerait les contradictions économiques du monde capitaliste et commencerait à compenser sa propre dépendance du marché mondial, qui subsiste et augmente même fatalement, par une interdépendance réciproque entre le marché capitaliste et l'Etat ouvrier. Cette politique, plus efficace que l'orientation autarcique suivie par Staline en URSS, exige cependant comme celle-ci un minimum de base matérielle de départ, sans laquelle elle devient de toute évidence un songe creux.

...
tuant l'action administrative à l'action des masses, les dirigeants stali-
niens ne réussissent qu'à mobiliser la paysannerie dans son ensemble
contre l'Etat.

C'est exactement ainsi qu'il faut définir l'effort poursuivi actuellement, non seulement en Yougoslavie mais dans tous les pays du glacis, pour édifier une économie planifiée dans le cadre de frontières nationales étroites et avec une base matérielle de départ ridiculement restreinte. Il était évident qu'à mesure que cet effort de planification commencerait à dépasser le stade préliminaire de la reprise économique (1945-47), il se développerait dans le cadre d'une dépendance du marché mondial capitaliste qualitativement différente de la dépendance qu'a connue et connaît l'URSS. Il suffit, pour s'en rendre compte, de comparer le volume total du commerce extérieur de l'URSS qui représentait quelque 6 à 7 % du revenu national jusqu'en 1932 pour tomber en dessous de 3 % à partir de 1935, au commerce extérieur de la Tchécoslovaquie ou de la Pologne qui représente entre 35 et 40 % du revenu national! (74,3 milliards de Kcs en Tchécoslovaquie en 1948 sur un revenu national estimé à 200-210 milliards de Kcs). La signification théorique de ce pourcentage est évident : par le jeu de la loi de la péréquation du taux moyen de profit, le capital mondial participe au partage de la plus-value produite par l'ouvrier du glacis et opère ainsi une sorte de fusion avec les éléments capitalistes à l'intérieur même du pays. Cela est compris, dans des moments de lucidité, aussi bien par les staliniens (cfr. discours de Rakosi, rapporté dans le "New York Herald Tribune" du 30 novembre 1948) que par les bourgeois, comme le prouve la remarque suivante du "Journal de Genève" (29 mai 1947) parlant de la Hongrie :

"Le passif résultant de la différence entre les prix du marché intérieur (et ceux des produits importés) est payé par l'Etat hongrois ; les profits par contre qui résultent d'une telle décision vont aux entreprises privées et l'Etat n'y touche rarement ou pas du tout".

De l'insuffisance de la base matérielle des pays du glacis enformés chacun dans ses limites nationales pour la construction d'une économie planifiée, il découle une série de conséquences extrêmement importantes quant au caractère même de cette planification :

- a) Elle dépend dans une mesure immédiate (et non pas indirecte comme c'est le cas pour l'URSS) de l'approvisionnement en matières premières sur le marché mondial capitaliste. Tout bouleversement, en ce qui concerne la quantité, la qualité ou le prix des produits nécessaires, bouleverse immédiatement le plan. L'industrie des textiles hongroise par exemple a subi l'effet, durant l'été 1948, à la fois des difficultés d'approvisionnement et des difficultés des prix, l'importation de coton a reculé de 2400 tonnes en avril, à 1696 en mai, à 1334 en juin et à 1011 en juillet, ce qui provoqua en juillet une diminution de la production de 25 % et une diminution des exportations de cotonnades de 50 % ("Neue Zürcher Zeitung", 17 septembre 1948).
- b) Elle dépend dans une mesure immédiate (et non pas indirecte comme c'est le cas pour l'URSS) de marchés étrangers capables d'absorber les marchandises exportables, seul moyen d'obtenir les ressources nécessaires pour importer matières premières et machines. Quand ces marchés disparaissent ou se rétrécissent, l'ensemble du "plan" est immédiatement mis en question. Un exemple est fourni par la Tchécoslovaquie. Des secteurs entiers de l'industrie tchèque ont perdu ou sont en train de perdre leurs marchés étrangers, soit par suite du rétrécissement du marché mondial, soit par suite de la concurrence étrangère. Nous ne citerons que l'industrie des bijoux artificiels et de la verrerie et surtout l'industrie des textiles. Pour

celle-ci, le déficit total de la production depuis la "libération" est évalué à 5 milliards de Kcs (et à 14 milliards si l'on tient compte des livraisons gratuites de matières premières par l'UNRRA jusqu'en 1947) et le gouverneur de la Banque Nationale, le Dr. Nebesar, a déclaré nettement que si elle ne reconquiert pas rapidement ses marchés extérieurs, elle devra limiter fortement sa production ("Neue Zürcher Zeitung", 21 septembre 1948).

Ce facteur est un des éléments décisifs pour se rendre compte de la nature véritable de la planification actuelle du glacié. En réalité, cette planification est directement liée à la conjoncture de l'économie capitaliste mondiale. Il suffit de prendre le cas de la Pologne dont 50 % des exportations sont constitués par le charbon (valant en 1948 250 millions de dollars) pour comprendre comment une éventuelle surproduction mondiale provoquant la dépression influencerait de façon décisive sur l'économie polonaise, à la fois par la perte des marchés et par la chute des prix.

Les théoriciens staliniens ont dû nolens volens se rendre à l'évidence et ont eux-mêmes indiqué combien la situation de leur commerce extérieur les rend vulnérables. La peur d'une crise économique mondiale les hante constamment.

" C'est précisément une tâche des plus importantes du plan quinquennal dans le domaine du commerce extérieur qui consiste à provoquer un essor du commerce extérieur avec les Etats à économie planifiée. De cette façon, les répercussions des fluctuations économiques mondiales sur l'économie tchécoslovaque se trouvent considérablement diminuées" - (prudence remarquable...) -

écrit Radovan Simacek dans "Parallèle 50" (31 décembre 1948). Mais en même temps, les "planificateurs" ne pouvant pas sauter par-dessus les dures nécessités matérielles sont obligés d'admettre qu'à la fin de la période des plans d'industrialisation (c'est-à-dire en 1952 ou 1953) les relations commerciales avec les pays occidentaux s'établiront encore autour de 50 % du volume total du commerce extérieur des trois pays les plus avancés du glacié : Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie. Le ministre du commerce extérieur tchèque, Anton Gregor, prévoit 55 % du commerce total avec le monde occidental à la fin de la période quinquennale (5). Hilary Minc estime que la moitié du commerce extérieur restera orientée vers le monde occidental à la fin du plan de six ans (6) et le but du plan triennal hongrois est également l'orientation de 50 % du commerce extérieur vers l'URSS et les "démocraties populaires" (7). On n'est pas encore prêt d'atteindre ces

(5) Déclaration au correspondant de "Reuter" - 8 septembre 1948.

(6) Bulletin d'Informations polonaises - 20 décembre 1948.

(7) "La situation économique de la Hongrie", bulletin du 5 janvier 1949 compulsé d'après des documents officiels.

but, du moins en Pologne et en Tchécoslovaquie (en Hongrie, 48 % des importations de 1948 sont venues de l'URSS et du glaci et 51 % des exportations y sont allés), ainsi que le prouvent les chiffres du commerce extérieur de ces pays en 1948 :

	% des IMPORTATIONS venant de l'URSS et du glaci	% des EXPORTATIONS allant vers l'URSS et le glaci
P O L O G N E	37,82	37,82
TCHÉCOSLOVAQUIE	35	38

Une autre conséquence fort grave qui découle de cette situation de dépendance envers le marché mondial capitaliste est le fait que ces pays ont été forcés de reconnaître les anciennes dettes et de payer de larges indemnités au capital étranger nationalisé, imposant ainsi une charge supplémentaire à l'économie déjà tendue à l'extrême. Citons :

- l'accord franco-polonais d'indemnisation du capital français, du 19 mars 1948 ;
 - l'accord suisse-tchèque d'indemnisation du capital suisse, de Juin 1948 ;
 - l'accord anglo-hongrois d'avril 1948 sur le paiement des dettes hongroises d'avant-guerre ;
 - l'accord franco-tchèque d'indemnisation du capital français, de juillet 1948 ;
 - l'accord anglo-yougoslave d'indemnisation du capital anglais, de novembre 1948 ;
 - l'accord suisse-hongrois de paiement des dettes hongroises d'avant-guerre, d'octobre 1948 ;
 - l'accord suisse-bulgare de paiement des dettes bulgares d'avant-guerre, de décembre 1948 ,
- etc. etc.

LES RELATIONS COMMERCIALES MUTUELLES
DES PAYS DU GLACIS
ET LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Cependant, la dépendance de l'ensemble des pays du glaci envers le capitalisme mondial ne serait pas si lourde si l'

économie de ces pays était effectivement gérée et planifiée comme un tout. Cela n'a nullement été le cas dans le passé et ne l'est point encore aujourd'hui. Au lieu de coordonner leurs efforts respectifs de reconstruction et d'industrialisation, les pays d'Europe orientale ont entrepris des plans qui non seulement ne se complètent pas les uns les autres, mais qui souvent se contredisent l'un l'autre. Sous la pression croissante du marché mondial, la seule soupape de sécurité est l'accroissement du commerce entre les pays du glaci, et entre eux et l'URSS. Mais jusqu'à présent ce commerce, quelle qu'ait été son ampleur relative, ne modifia en rien son action perturbatrice du plan. La nature du commerce actuel entre les "démocraties populaires" et entre elles et l'URSS, est décrite par Tito de la façon suivante :

"Aussi longtemps que la forme capitaliste de commerce...continue entre pays socialistes, chaque pays cherchant à vendre aussi chèrement que possible et à acheter aussi bon marché que possible, personne n'a le droit de nous demander de restreindre nos efforts pour exploiter nos propres ressources au maximum".

(27 décembre 48)

Cette situation implique différentes contradictions :

- a) Chaque plan d'investissement et d'industrialisation prévoit un développement parallèle, à grands frais, dans chaque pays, du même type d'industries, alors que d'un point de vue rationnel une concentration géographique s'imposait. Ainsi, la Hongrie et la Yougoslavie s'engagent dans le développement d'une industrie d'acier qui a sa base naturelle en Pologne et en Tchécoslovaquie.
- b) Chaque pays cherche à tirer le maximum de profits de ses ressources économiques ou géographiques particulières au dépens d'une "démocratie populaire" voisine. Ainsi l'"Economist" du 3 juillet 1948 rapporte que la Tchécoslovaquie se trouve forcée, en raison de sa pénurie de dollars et de devises étrangères, de détourner une grande partie de ses exportations et de ses importations avec les pays occidentaux par les ports polonais. Elle reçut gracieusement une partie du port de Stettin de la part de la "république soeur", mais se trouve en même temps placée devant des tarifs portuaires plusieurs fois plus élevés que dans les ports d'Allemagne occidentale ou du Benelux.
- c) Chaque pays cherche à équilibrer sa propre balance commerciale et à cette fin pousse ses exportations à l'extrême, sans considérer si les produits exportés vers l'ouest sont indispensables à l'industrialisation des "démocraties populaires" voisines et si celles-ci ne sont pas bloquées en fait par l'ouest dans l'approvisionnement en ces mêmes produits. Ainsi, V. Clementis, ministre tchèque des Affaires étrangères a déclaré devant une commission de l'ONU à Paris le 5 novembre 1948 qu'au cours de 1948, 89,9% de toutes les exportations de charbon, 74,5% de toutes les exportations d'acier et de fer, 50,2% de toutes les exportations de matériaux de résistance et 37,5% de toutes les exportations de machines-outils, étaient dirigées vers les pays du "plan Marshall" ("New York Herald Tribune", 6 novembre 1948). On peut se douter que les pays voisins auraient eu grand besoin de ces produits, surtout que certains d'eux se trouvent pratiquement privés d'exportation de nombre de pays occidentaux.

Il est clair que chaque pays du glaciis a été pratiquement abandonné à lui-même pour trouver les ressources nécessaires pour financer ses efforts d'industrialisation. C'est pourquoi, à défaut d'aide mutuelle, et après une brève période initiale pendant laquelle la reprise économique ne s'était pas encore déclarée, les pays du glaciis se sont à nouveau adressés aux pays occidentaux et aux institutions capitalistes internationales, comme la Banque Internationale de Reconstruction et autres, pour obtenir les crédits nécessaires au financement de leurs différents "plans". Récemment, la Banque Mondiale a accordé un petit crédit à la Yougoslavie et à la Finlande pour acheter l'outillage nécessaire à des scieries mécaniques et de ~~S~~ pour parler avec la Tchécoslovaquie dans le même but sont en cours. Il faut noter également que la Pologne et la Tchécoslovaquie ont pu réali-

ser de considérables investissements durant l'année 1947, qui n'ont pas été financés par un nouveau recours à l'inflation, du fait que les énormes crédits bancaires (57 milliards de zloty en 1947 en Pologne) ont été largement couverts par des ressources étrangères exceptionnelles : vente de marchandises de l'UNRRA, des biens allemands saisis dans les territoires dits recouverts, des terres allemandes saisies en Tchécoslovaquie etc. Ces ressources faisant actuellement défaut, et les pays du glacis étant désespérément à la recherche des crédits indispensables pour de nouveaux investissements, le problème aussi bien de la livraison matérielle que du paiement des biens d'investissement semble le véritable talon d'Achille des nouveaux vastes plans d'industrialisation élaborés en 1948 (plan quinquennal tchèque et bulgare, plan sexennal polonais).

(à suivre)

10 mars 1949

UN AN DE PLAN MARSHALL

Par M. P A B L O

" Le Plan Marshall entre dans une phase critique " clame la presse internationale un an à peine après sa mise en application. Et on constate avec étonnement que jamais l'Europe occidentale n'a été " plus éloignée " de son unification économique et que jamais (au moins depuis la dernière guerre) Londres et Washington ne se sont moins entendus " sur la manière de résoudre les problèmes économiques mondiaux du moment " ("le Monde", 24 juin 1949).

Pour sa part, The Economist affirme : " A moins que ^{ne} soit adopté un tel changement de méthode, l'Europe occidentale continuera à s'enfermer dans sa propre camisole autarcique et , en 1950, elle pourra trouver qu'elle s'est elle-même privée de toute capacité de mouvement et même de la capacité de respirer " , (11 juin 1949)

L'alarme est donnée de tous côtés en ce premier anniversaire du Plan Marshall. Walter Lippman, dans un article au titre significatif "Cassandre parle" publié dans le New York Herald Tribune écrit : "Le problème du relèvement de l'Europe est manifestement plus profond et plus opiniâtre que la plupart des exécutants du plan Marshall ne le réalisaient, et qu'aucun d'entre eux n'était disposé à l'admettre publiquement. L'épuisement économique de l'Europe occidentale était plus grand que les estimations officielles ne l'admettaient, et la dislocation des circuits commerciaux et des moyens d'échange était telle que c'est seulement par des dispositifs extrêmement artificiels et par conséquent tout à fait temporaires qu'on a rétabli un volume modéré de commerce.

"Le relèvement fragile qui a été réalisé est maintenant menacé

par une déflation mondiale, dans laquelle, à la différence de 1947, les Etats-Unis sont impliqués. La déflation a commencé avant, mais tout juste avant, que l'Allemagne et le Japon soient encouragés à entrer dans la concurrence mondiale pour des marchés se contractant". -(10 juin 1949).

Cependant le premier objectif du plan Marshall, la restauration de l'économie de l'Europe occidentale aux niveaux d'avant-guerre, fut atteint. Selon le rapport publié par la Commission Economique pour l'Europe, la production des pays "marshaliens" (à l'exception de l'Allemagne qui vient de loin) a dépassé le niveau de 1938 de 13 % ; la productivité augmenta de 9 % en un an, et le volume d'exportations de 30 %. Cet élargissement de la production doit être en effet attribué directement à l'aide apportée par le plan Marshall qui a fourni aux pays bénéficiaires non seulement une grande partie des matières premières et des machines nécessaires à leur production industrielle mais aussi des investissements de capitaux. Ainsi sur 148 milliards de francs investis dans l'industrie du charbon, de l'électricité, et du gaz en France pendant l'année 1948, 90 milliards proviennent du plan Marshall.

Mais une fois la production rétablie aux niveaux de 1938, le problème des marchés et du commerce extérieur n'a pu trouver une solution aussi relativement aisée que pour le premier objectif du plan Marshall. Au contraire. Le relèvement de la production alla de pair avec une recrudescence de la concurrence entre les pays européens, et entre ceux-ci et les Etats-Unis.

Examinons tout d'abord le second aspect de ce problème. On sait qu'un des buts du plan Marshall fut de rendre l'Europe occidentale indépendante du "déficit en dollars" en lui permettant d'atteindre vers l'année 1952 un équilibre de sa balance des paiements avec la zone du dollar. Or, l'opinion est maintenant unanime à considérer que ce but ne sera pas atteint et qu'un sérieux déficit en dollars continuera à peser sur la balance de l'Europe occidentale, même longtemps après cette date. On va même maintenant jusqu'à constater que ce déficit n'est ni accidentel ni dû à des causes passagères provoquées par la dernière guerre, mais qu'il s'agit là plutôt d'un fait imputable à la nouvelle structure organique du marché capitaliste mondial : Les Etats-Unis conserveront et renforceront une balance des paiements excédentaire par rapport à l'Europe ; leur économie pressée par la crise qui commence s'oriente de plus en plus vers l'accroissement de ses exportations en Europe, et la diminution de ses importations de cette région. En d'autres termes cela signifie que les Etats-Unis accentueront leur mainmise sur le marché européen et mondial, au détriment évidemment de tous leurs concurrents d'Europe.

En 1948, les pays de l'Europe occidentale sont arrivés à réduire d'un milliard de dollars environ le déficit de leur commerce avec la zone du dollar, en diminuant leurs importations des Etats-Unis et du Canada. Mais, au cours de la même période, leurs exportations en direction de l'Amérique du Nord ne s'élevèrent qu'à 150 millions de dollars à peine, c'est-à-dire à un chiffre bien inférieur au chiffre correspondant d'avant-guerre. L'année 1949 a commencé avec une chute considérable de toutes les exportations européennes en direction de l'Amérique. Il y avait ainsi en 1948 un déficit de l'Europe occidentale envers l'Amérique de 2.300 millions de dollars environ. Ce déficit peut varier d'un an à l'autre mais il subsistera de toute façon, l'Europe ne pouvant pas se passer d'importations américaines tandis que les Etats-Unis peuvent et seront obligés, pressés par la crise, de diminuer de plus en plus leurs importations d'Europe.

D'autre part il ne faut pas oublier que l'aide Marshall est accordée aux pays européens sous-condition d'achats obligatoires en Amérique.

Reste à examiner les difficultés inter-européennes qui "menacent" le plan Marshall, mais qui sont en réalité une conséquence du poids écrasant que fait peser sur la structure capitaliste de l'économie de l'Europe occidentale et sur le marché mondial tout entier, l'économie américaine avec ses exigences attisées d'avantage par la crise qui vient. Le plan Marshall visait à la "cooperation économique" de l'Europe occidentale jugée nécessaire à son "relèvement". En réalité cette "cooperation" signifie pour l'impérialisme yankee la possibilité de faire circuler librement ses marchandises et ses capitaux à travers le marché européen compartimenté et hérissé jusqu'à présent de mille obstacles. C'est pour cette raison qu'il était, dès le début, opposé aux barrières douanières, au commerce bilatéral, à la non-convertibilité des monnaies. Wall Street désire un marché libre dans lequel peut jouer pleinement la concurrence, pour laquelle il est mieux armé que n'importe quelle autre puissance capitaliste. Mais personne en Europe n'est prêt à s'enthousiasmer pour ce libéralisme. Etant donné la structure concurrente et non complémentaire de la production en Europe occidentale, et les différences importantes qui existent de pays à pays quant à la productivité et au niveau des prix de revient et de salaires, les pays de l'Europe occidentale - loin de s'orienter vers une fusion économique - plus intime - se sont engagés chacun dans "un plan d'investissements propre", dans "un planisme national", réflexe d'auto-défense contre les autres concurrents européens et contre les Etats-Unis eux-mêmes.

La publication de plans à long terme des pays du plan Marshall a révélé, constate avec amertume The Economist, que "le planisme de l'Europe occidentale est basé -inconsciemment peut-être, mais de manière décisive- sur l'idéal de l'autarcie nationale. Dans chaque plan on insiste sur les mêmes éléments d'un puissant développement industriel. Chaque plan supprime quelque aspect de la spécialisation industrielle européenne.

Le Benelux et la Suisse par exemple développent leur production textile, la Suède développe l'horlogerie et, en matière de produits colorants, d'acier, de pièces détachées, de cotonnades, les pays qui en produisaient le moins avant la guerre envisagent maintenant d'en augmenter fortement la production. Avec ses plans actuels, l'Europe sortira de l'ère Marshall moins unie économiquement qu'elle ne s'y est engagée". (11 juin 49).

Pour renverser cette tendance, à défaut d'une planification véritable de l'économie européenne qui n'est pas concevable dans un autre régime que celui des Etats Unis Socialistes d'Europe, il fallait rétablir un état de concurrence entre les industries européennes pour savoir "quel pays se trouve le mieux placé et, par conséquent, dans quelle branche économique un Etat peut valablement développer ses investissements".

En langage capitaliste, il fallait faciliter la concurrence en enlevant les obstacles actuels qui paralysent la concurrence : question des paiements, barrières douanières et commerciales (contingentements, etc). Or, sur toutes ces questions et particulièrement sur celle des paiements, l'accord est loin de régner parmi les occidentaux. L'obstacle principal provient de l'antagonisme qui oppose l'Angleterre à ses principaux concurrents en Europe et dans le monde, à savoir la Belgique, l'Allemagne occidentale et les Etats-Unis. Les Anglais ne veulent ni commerce multilatéral (c'est-à-dire sans restrictions) ni convertibilité des monnaies (c'est-à-dire droit pour un pays d'échanger une monnaie contre une autre sans limi-

tation ni contrôle). Ils craignent qu'une telle liberté profite aux pays créanciers de l'Angleterre ou à ceux qui ont une balance commerciale favorable par rapport à elle, en l'occurrence la Belgique, l'Allemagne occidentale, les Etats-Unis. Avec la convertibilité du sterling, Londres risque de connaître à nouveau la sortie massive de l'or et des dollars qui lui restent, comme pendant la courte expérience qui fut faite pendant l'été 1947, ainsi que de perdre une partie de sa clientèle au profit de ses créanciers. Mais d'autre part, son refus de consentir cette mesure bloque tout le commerce inter-européen et accentue les tendances autarciques de chaque pays "marshallien".

Mais jusqu'où peut aller la résistance de l'Angleterre? Les Etats Unis disposent de moyens de pression puissants sur elle et ils n'hésiteront pas à les employer au fur et à mesure que la crise commencée s'aggravera et les poussera à accentuer leur mainmise sur le marché mondial. Le jour où l'Angleterre consentira à la convertibilité, et à la dévaluation qui s'en suivra de la livre sterling, on pourra dire que l'oncle Sam aura enfin ouvert pour la première fois une brèche fatale dans le système économique savamment aménagé sur lequel repose encore la puissance internationale de l'Angleterre.

Le glas sonnera à ce moment pour l'Empire britannique, et l'Angleterre elle-même entrera dans une crise d'où elle ne trouvera plus aucune issue viable aussi longtemps qu'elle restera sur une base capitaliste.

Le bilan définitif de la dernière guerre pour l'Angleterre ne s'établit en réalité qu'à présent dans la bataille qu'elle livre pour se défendre contre les coups de boutoir que ses partenaires occidentaux, les Etats-Unis en tête, lui portent pour forcer son empire.

+
+
+

Le plan Marshall fut conçu par Washington comme un instrument économique et politique qui devait d'une part assurer aux Etats-Unis le niveau élevé d'exportations nécessaire pour combattre le danger de la crise, et d'autre part entraîner les pays économiquement dépendants à eux dans la lutte qui l'oppose à l'URSS et à ses satellites. Le Pacte Atlantique repose sur le plan Marshall et le complète. Mais la réussite du plan Marshall, envisagé dans son aspect purement économique, était basée sur un ensemble de considérations qui faisaient abstraction des réalités du régime capitaliste et des conséquences inévitables pour ce régime de la liquidation de la deuxième guerre mondiale.

Le capitalisme s'avère incapable d'accéder à une "planification économique", même quand il s'agit d'une simple "coopération" à l'échelle du Benelux, la Belgique et la Hollande ayant remis à l'année prochaine la réalisation de leur "union douanière".

Ceci, à cause de la nature antagonistique de la production capitaliste entre Etats et dans l'intérieur de chaque Etat, des différences profondes qui existent de pays en pays dans les conditions de production et de distribution, et de la crise générale du régime qui fait que le relèvement relatif d'une puissance capitaliste quelconque ne peut se faire qu'au détriment des autres. Ainsi la "coopération économique européenne" préconisée par le plan Marshall s'avère déjà n'être qu'un pur mythe, et on assiste au contraire à une concurrence plus vive que jamais des pays capitalistes de l'Europe et à un retour à la politique autarcique et au "planisme national".

Le plan Marshall prévoyait d'autre part une situation évoluant en l'absence de la pression de la crise économique. Or, personne ne nie plus le fait que nous sommes déjà en présence d'un début de crise qu'on le nomme "dépression", "récession", "vague déflationniste", ou de tout autre terme pour adoucir ses effets aux oreilles des affairistes alarmés. Une fois commencée, la crise bouleverse de fond en comble les calculs sur lesquels fut basée la réussite du plan Marshall. Tout d'abord par la pression accrue des Etats-Unis sur le marché mondial qui s'exercera au détriment de tous ses concurrents, et par la concurrence encore plus aiguë entre les capitalistes européens eux-mêmes. Dans l'alarme général, le slogan de tous risque de devenir "sauve qui peut", ceci bien sûr se traduisant par une accentuation des mesures de protectionnisme et de "planisme national" en général.

D'autre part, le marché s'avérant déjà saturé, le développement de la production enregistré dans les pays "marshaliens" en 1948 connaît et connaîtra bientôt partout un arrêt et même un recul, l'accent se déplaçant de la production à la productivité, c'est-à-dire à la production la moins chère possible pour affronter la concurrence. Mais un recul ou même une stagnation de la production risque de perpétuer et d'aggraver la dépendance des pays "marshaliens" envers les Etats-Unis et de les éloigner encore davantage du but fixé par le plan Marshall pour 1952 de rendre l'Europe occidentale indépendante du "déficit en dollars".

En effet, la France par exemple pour maintenir par ses propres moyens même son niveau de vie actuel doit porter sa production à 40 % au dessus du niveau de 1938 et accroître d'un même pourcentage ses exportations actuelles. Ceci est valable, dans des proportions analogues, pour tous les autres pays de l'Europe occidentale. Il est évident qu'un effort aussi considérable est impossible dans les conditions de la nouvelle conjoncture économique. C'est la productivité qui absorbera les principaux efforts dans les mois à venir. Elle reste en effet fort inégale entre les différents pays européens (la France occupant une des dernières places) et l'Europe occidentale dans son ensemble et les Etats-Unis (moins de la moitié).

Accroître la productivité signifiera finir partout avec le "plein emploi" et revenir à un chômage massif.

Il est caractéristique de la faillite éclatante du régime capitaliste à notre époque, de constater l'empirisme des remèdes que la pensée bourgeoise découvre pour pallier aux tournants de la conjoncture économique. Pendant et après la crise de 1929-1933, les économistes bourgeois découvrirent les bienfaits du "plein emploi" et se rallièrent en général à l'école de Keynes pour préconiser une politique plus "sociale" qui fut en réalité subventionnée par les dépenses d'Etat pour les "travaux publics" et ensuite par les armements, comme seul moyen de revivifier l'économie.

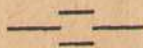
Aujourd'hui, pris entre les tenailles de la concurrence et de l'étroitesse du marché à partager, ils se font les champions d'un retour au chômage partiel pour réduire les prix de revient et faire exercer, par l'armée industrielle de réserve, la pression nécessaire sur les salaires ouvriers. Ainsi en Angleterre l'organe libéral, The Economist, se fait le champion d'une campagne pour le retour à un chômage de 7 % de la population ouvrière, c'est-à-dire d'environ 1.500.000.- (4 et 18 juin 1949). Mais les adeptes de l'école de Keynes et de Beveridge et tous les "New-Dealistes" de par le monde ne se considèrent pas battus pour cela. La crise qui vient

leur fournira les mêmes arguments que dans le passé pour se défendre.

Mais revenons aux perspectives du plan Marshall.

Compromis par la recrudescence de la concurrence et les antagonismes de ses partenaires et par la crise qui commence, le plan s'achemine vers son échec inévitable en tant qu'instrument pouvant réellement rétablir une économie européenne se développant harmonieusement et progressivement et indépendante des crédits américains. On n'espère plus que maintenir une "stabilité précaire" entrecoupée de temps à autre d'une "crise", à l'exemple de celle que traverse à nouveau l'Angleterre, tandis que la galère de l'économie capitaliste dans son ensemble se trouve progressivement emportée par les vagues de la véritable crise économique qui commence.

J u i n 1949



+-----+
+-----+
A LA MEMOIRE
D'HENRI SNEEVLIET
ET DES CAMARADES QUI SONT TOMBES
AVEC LUI

"J'espère avoir la force suffisante pour
m'en tenir jusqu'au dernier moment à la
maxime malaisienne : BERANI KARENA BENAR
(Être courageux parce que c'est bien ain-
si).

+-
(Extrait de la dernière lettre
de Sneevliet, écrite dans la
nuit précédant son exécution)

L'histoire a déjà exprimé son verdict sur les divergences qui ont conduit finalement à une rupture entre L.Trotsky et Henri Sneevliet. La IVe Internationale, constituée prématurément selon l'avis du dirigeant révolutionnaire néerlandais, a prouvé sur tous les plans son droit à l'existence. Plus encore, elle est devenue le seul centre révolutionnaire du monde. Les alliés de Sneevliet, du temps de la violente lutte de fraction (1936-1940) représentaient souvent des partis dont les dimensions dépassaient de loin celles des sections de la IVe Internationale ; aujourd'hui ils ont complètement déchu avec leurs partis ou fractions, ou bien ont simplement disparu de la scène politique. Qu'on lise les lamentables phrases "démocratiques socialistes" d'un Gorkin, et on comprend que c'est seulement par un pénible malentendu que de telles figures aient jamais pu prétendre s'appeler des révolutionnaires, sans parler de leur prétention à diriger un parti révolutionnaire dans une période révolutionnaire. Qu'on jette un rapide coup d'oeil sur le sort de l'ILP, du PSOP, du SAP, et l'on voit que Sneevliet s'est trouvé du mauvais côté dans la période de constitution de notre Parti Mondial. L'histoire a déjà prononcé son verdict, disons-nous. Mais il ne lui a fallu que quelques années pour rendre au dirigeant du RSAP et à son parti la place de véritables militants qu'ils méritaient. Il est bon de dresser aujourd'hui un bilan de tout ce qui nous a séparés durant de longues années. Mais, à côté de cela, il est de notre devoir de séparer radicalement, non pas Sneevliet de l'Internationale, mais Sneevliet de ses anciens alliés des années 1936-40. Ceux qui sont au courant de son activité, de l'éclatement de la seconde guerre mondiale jusqu'à sa mort, n'ont plus besoin de preuves pour acquérir la conviction inébranlable qu'un abîme le séparait de tous les centristes, dont la rupture avec l'Internationale n'était qu'une étape de leur propre déchéance. Qu'y a-t-il de commun entre un Shechtman qui, pendant l'épreuve de la guerre, passait son temps principalement à proclamer "la mort de la IVe Internationale" et Sneevliet, dont les fières paroles prononcées à la veille de sa mort restent inoubliables : "Amis, nous sommes fiers d'être les premiers aux Pays-Bas qui viennent d'être condamnés devant un tribunal

POUR LA CAUSE DE L'INTERNATIONALE et qui doivent mourir pour cette raison"?

Par un caprice de l'histoire qui n'est pourtant qu'apparemment un caprice, la lutte entre la IV^e Internationale et le centrisme a trouvé une expression particulièrement violente dans le choc entre le dirigeant de la Révolution d'Octobre et un parti révolutionnaire d'un tout petit pays caractérisé par la stabilité et le bien-être, sinon de tout le prolétariat, du moins d'une large couche de l'aristocratie ouvrière. Dans ce pays, en outre, le mouvement révolutionnaire, précisément par suite des positions apparemment inexpugnables du réformisme et de la bureaucratie syndicale, a toujours porté la marque du sectarisme. Toute la vie de Sneevliet prouve qu'il a su s'élever bien au-dessus du niveau politique de son pays. Mais, pendant les années de formation de l'Internationale, il n'a pas su se libérer de la tradition du mouvement ouvrier néerlandais qui n'avait jamais réussi à faire de la conquête du pouvoir une perspective politique réelle. Son attitude à partir de l'éclatement de la seconde guerre mondiale démontre qu'il a bien su s'adapter rapidement et complètement à une situation tout à fait nouvelle, brusquement créée à la fois pour l'impérialisme et pour le prolétariat des Pays-Bas. Mieux que quiconque, Sneevliet comprit que les Pays-Bas avaient cessé de constituer un îlot en Europe. Et, avec cet internationalisme inconditionnel qu'il paya de sa vie, il a indiqué la place que le prolétariat de ce pays occuperait dorénavant comme partie inséparable du prolétariat européen.

Dans son discours pour le vingtième anniversaire du mouvement trotskyste aux Etats-Unis, le camarade Cannon indiqua la différence entre l'activité de Debs, un des grands pionniers du socialisme américain, et celle du SWP. Debs était un combattant conséquent et implacable contre le capitalisme; mais ce ne fut pas pour lui une question brûlante que de déterminer comment ce capitalisme devait être renversé. Le SWP reprend la tradition révolutionnaire d'Eugène Debs, mais il se pose en même temps des tâches entièrement nouvelles.

L'attitude de notre section hollandaise et de toute l'Internationale envers Sneevliet ne peut pas être différente de celle du SWP envers Debs. Quelle que soit la signification internationale de notre conflit avec Sneevliet comme exemple de lutte contre le centrisme, elle reflète en même temps un aspect fondamental du mouvement ouvrier néerlandais : la lutte entre les tâches d'hier et celles d'aujourd'hui. Le RCP qui a pris la place du RSAP considère comme un honneur de poursuivre le travail de pionnier que Sneevliet a effectué aux Pays-Bas. Ses liens intimes avec les masses indonésiennes, qu'il paya d'abord par son bannissement de l'Indonésie et puis, pendant la mutinerie des "Zeven Provinciën", par une peine de prison ; son attitude envers le problème indonésien, ne peuvent être que des exemples pour les camarades néerlandais. Exemple aussi son internationalisme courageux et sans reproche.

Le 13 avril, sept années se sont écoulées depuis le jour où Henri Sneevliet, avec sept de ses camarades, ont été assassinés par la Gestapo. Si nous n'avons pas parlé dans cet article de Menist, Dolleman, Schiefer, Edel, Koeslag, Gerritsen et Wittveen, qui sont tombés avec lui, ce n'est pas du tout parce que nous sous-estimons la place qui leur est due. Menist qui réussit à briser l'influence des stalinien à Rotterdam au point que ceux-ci n'ont plus jamais réussi à s'y enraciner - (aux élections communales de 1939, le RSAP a obtenu 19.000 voix dans cette métropole, dépassant de loin les voix stalinien) -; Dolleman, ouvrier qui devint un des marxistes

les mieux éduqués des Pays-Bas, et qui durant la lutte de fraction s'est senti étroitement lié à la IVe Internationale, ont conquis, avec leurs autres camarades, une place permanente dans le cœur de la classe ouvrière des Pays-Bas.

Mais on ne peut pas nier que Sneevliet était leur dirigeant et qu'il a été très longtemps le nôtre. En lui nous commémorons la fidélité et le courage de tous les militants qui aux Pays-Bas ont donné leur vie pour la cause du prolétariat international. Si nous le commémorons en premier lieu, c'est également pour accomplir un devoir qui reposait depuis longtemps sur nous. Nous avons eu l'occasion de transmettre nos derniers saluts à Sneevliet dans sa cellule quelques jours avant son exécution. A cette occasion, nous lui avons fait savoir que, malgré toutes les divergences et frictions relatives à la question de l'Internationale, sa vie resterait pour nous l'exemple d'une vie révolutionnaire et que le prolétariat néerlandais perdait en lui un de ses meilleurs dirigeants. Nous espérons avoir prononcé ces paroles dans l'esprit de toute l'Internationale. Dans sa lettre d'adieu, Sneevliet écrivait à ce sujet :

"La visite d'adieu de Bep et de votre petite fille, si importante pour moi, a déjà effacé le souvenir des anciennes frictions qui se sont produites entre S. et moi. Il est bon que nous ayons pensé tous deux à éliminer cela avant la séparation définitive qui se réalisera bientôt".

Les "frictions" (malédiction à la censure nazie qui obligea Sneevliet à ne pas se prononcer plus précisément!) n'avaient pas eu de caractère personnel. Elles portaient sur la politique de la IVe Internationale. Voilà la raison qui nous fait considérer comme notre devoir en cette commémoration que ces paroles de réconciliation de notre camarade tombé deviennent la propriété commune de toute l'Internationale. Loin de nous toute pensée de vouloir interpréter ces paroles comme un "testament politique" de Sneevliet. Mais il est bon de savoir que nous, en tant qu'Internationale, avons pu donner une poignée de main à Henri Sneevliet et, par lui, à tous ceux qui sont tombés avec lui, avant que les salves meurtrières aient été tirées.

Et en ce 13 avril, nous courbons la tête devant ces camarades qui n'ont pas craint de faire le sacrifice de leur vie pour apporter leur contribution la meilleure à la tâche que nous devons tous accomplir : le renversement du capitalisme,

Sal Santen

Un témoignage sur la mort de Sneevliet

COMMENT DES HEROS SAVENT MOURIR ...

"Je viens de lire dans le No du 27 octobre de "De Vlam" un article intitulé "Commémoration de victimes de la terreur nazie", Bien que je n'appartienne pas au groupe de "De Vlam" (1), et bien que je provienne d'une famille d'Anti-Révolutionnaires (2) - (aujourd'hui je suis sans parti) - j'ai su gagner pendant les quatre années de ma captivité beaucoup

d'amis parmi les communistes et les socialistes, et j'ai beaucoup d'estime pour beaucoup d'entre eux. Après avoir passé 8 mois à la prison de Scheveningen (3), j'ai été transporté le 5 avril 1942 dans le "bunker" du camp d'Amersfoort (4), et j'y ai passé la plupart du temps dans la solitude. Les sept autres cellules du bunker étaient vides. J'y passé six semaines, après lesquelles on m'a ramené dans le camp proprement dit.

Le dimanche 12 avril j'ai été réveillé par le bruit des SS. C'étaient des SS hollandais dirigés par des SS allemands. Il était environ 9 heures du soir. On venait d'ouvrir les portes de toutes les sept cellules, et on établissait une surveillance sévère. J'entendais crier : "Es kommen jetzt ganz gefährliche Leute" ("Des gens très dangereux vont venir ici"). On donna des instructions et quelques instants après, j'entendis qu'on enfermait dans chacune des cellules un compagnon d'infortune. Bientôt j'entendis un des prisonniers déclarer : "Avant la guerre, c'était le gouvernement néerlandais qui me recherchait ; après le 15 mai 1940, c'était le gouvernement allemand. Si je n'avais pas eu la malchance d'être envoyé à l'hôpital (5), ils ne m'auraient jamais trouvé". Puis j'entendis la magnifique voix de Sneevliet : "Les gars, nous sommes fiers d'être les premiers qui viennent d'être condamnés devant le tribunal en Hollande pour la cause de l'Internationale, et qui doivent mourir pour cette cause".

Je dirai en passant que la surveillance était à tel point sévère que tous les 15 minutes on éclairait les cellules (y compris la mienne) pour regarder à travers le judas si quelqu'un essayait de se suicider ou faisait une tentative de s'enfuir. Deux SS hollandais allumaient constamment des lampes de poche afin d'éclairer les fenêtres extérieures, qui étaient d'ailleurs sévèrement blindées. Cela continua toute la nuit, une nuit pleine d'inquiétude et de tension. J'ai rapidement compris qui étaient mes compagnons dans le bunker. Sept (et non pas huit) (6) condamnés à mort. Ils avaient tous le droit de signer une demande de grâce, ce qu'ils firent effectivement (7). Un des prisonniers fit la remarque que c'était chic de la part du président du tribunal de leur avoir promis que, ce soir, leurs femmes (les femmes de trois des prisonniers je pense) seraient libérées. "Elles sont déjà à la maison, mes amis", dit-il. Vers six heures du matin, on leur communiqua que la demande de grâce avait été refusée (quelle comédie!) et que la condamnation serait immédiatement exécutée.

Sneevliet demanda alors s'ils ne pouvaient pas être fusillés tous ensemble, la main dans la main. On le leur refusa. "Sie werden gefesselt mit den Händen auf dem Rücken" (Vous serez liés les mains derrière le dos). Puis Sneevliet demanda s'ils pouvaient mourir les yeux non bandés. On le leur accorda. Ensuite il demanda à être fusillé le dernier, étant le plus vieux d'entre eux. Je l'entends encore dire : "N'est-ce pas, camarades, c'est mon droit en tant que le plus âgé parmi vous. J'étais votre dirigeant, n'est-ce pas?". On leur permit ensuite d'allumer un cigare. Ils dirent alors (ô, l'humour macabre!) : "Oui, faisons-le aux frais de l'Etat des Pays Bas". Puis Sneevliet prit la parole et dit à peu près ce qui suit : "Cette nuit j'ai passé par mon Gethsemani. Quand jeune je suis entré au mouvement, mon pasteur me dit : "Mon garçon, tu peux faire ce que tu désires, si seulement tu gardes ta foi". Et bien, cette nuit, j'ai lutté avec moi-même et j'ai conservé ma foi. Ma foi dans la cause de l'Internationale. Il faudra encore beaucoup de luttes et de souffrances, mais l'avenir est à nous!". C'est ainsi qu'il parla. Puis il raconta quelques épisodes d'Indonésie (où il travailla comme journaliste et où il fut banni en 1919 pour avoir éveillé les masses à l'exemple des ouvriers et de paysans pauvres de Russie.

On les amena tous ensemble dans une petite cellule, juste en face

de la mienne, qui mesurait 90 cm. sur 2 mètres. C'est alors que vint le moment le plus émouvant: "Donnons-nous la main, camarades" - et de tout coeur ils chantèrent l'Internationale. Quelle mélodie et quelles paroles! J'ai assisté souvent à des concerts, mais jamais je n'ai entendu chanter avec tant de sentiment et tant de conviction. Je n'ai pas honte de dire que je me suis mis à pleurer. Quand, plus tard, je fus moi-même condamné à mort (+) je ne fus pas plus ému qu'en ce moment merveilleux. Enfin, un des prisonniers demanda le silence et récita une prière catholique (9). Je ne sais pas qui c'était. Le silence fut complet. Les surveillants laissèrent faire.

On les conduisit ensuite à l'auto. Les premières salves partirent à 9 heures 20 minutes. Quand on me transporta quatre semaines plus tard du bunker au camp, on m'apprit qu'au matin de l'exécution toutes les baraques étaient fermées. Personne ne put voir qui quittait le bunker. On savait que quelque chose de spécial se passait dans le camp. Mais on ne savait pas de quoi il s'agissait au juste. Plus tard, je pus faire mon récit aux camarades de parti des condamnés (ils se rappelleront encore du prisonnier N° 15. (10)

Je sens le besoin d'écrire que j'ai la plus grande admiration pour la façon dont ces hommes ont su mourir. Sans peur et plein de confiance dans leur cause. Je ne puis m'empêcher de vous écrire ces détails, étant le seul qui a pu passer ces dernières heures ensemble avec ces héros.

Signé, No. 15 PDA

(+) La sentence ne fut jamais exécutée.

NOTES

- (1) Le groupe "De Vlam" est une organisation centriste de Hollande.
- (2) Le "Parti Anti-Révolutionnaire", parti de droite des Pays-Bas dont le dirigeant le plus important était l'ancien premier-ministre Colijn.
- (3) Prison nazie bien connue des environs de La Haye.
- (4) Camp de concentration où Sneevliet et ses camarades furent fusillés.
- (5) Il s'agit sans doute du camarade Menist qui, peu de temps avant son arrestation, eut un accident dans la rue et fut envoyé à l'hôpital.
- (6) C'est exact. Un des huit condamnés à mort avait donné des noms après avoir été terriblement torturé et se suicida ensuite.
- (7) Au début, tous les camarades avaient refusé de signer un recours de grâce. Mais leur avocat avait insisté, disant que le président du tribunal avait admiré leur défense courageuse, dans laquelle ils avaient exprimé clairement leur solidarité avec les travailleurs allemands, et chercherait à obtenir la grâce pour eux. Dans presque tous les cas, Seyss-Inquardt devait se prononcer sur ces demandes, mais ce fut Himmler lui-même qui décida en l'occurrence. La réponse de Berlin fut "Non".
- (8) Cette promesse fut faite en effet. Mais une fois de plus, les nazis ne tinrent pas parole. Les camarades Mien Sneevliet-Draayer, Trien de Haan-Zwagerman, Jenny Schiefer et Jel Witteveen furent enfermés dans le camp de concentration de Ravensbrück jusqu'à la fin de la guerre.
- (9) Sans doute l'imprimeur qui n'était pas membre du RSAP illégale (le MLL-Front), mais qui fut condamné à mort par suite de son attitude courageuse pendant le procès.
- (10) Beaucoup de révolutionnaires furent enfermés au camp d'Amersfoort. C'est également dans ce camp que Herman Peters, un des principaux dirigeants de la section néerlandaise de la IVe Internationale, fut assassiné six mois plus tard. -

LES LIVRES

L'HISTOIRE ECRITE PAR RUTH FISCHER

(Remarques sur la méthode historique de la clique)

Le destin tragique de l'Internationale communiste constitue depuis longtemps un des sujets préférés des historiens contemporains. Mais l'historiographie de cette Internationale connaît elle-même un sort paradoxal. Alors qu'une certaine distance semble indispensable pour comprendre les périodes antérieures de l'histoire humaine, la compréhension de l'histoire du Komintern apparaît quasiment impossible à un profane. A partir de 1923, l'action réelle de l'I.C. se sépare de plus en plus des documents dans lesquels elle est supposée s'élaborer, et seul un participant actif peut se retrouver dans le véritable langage secret des textes et résolutions qui couvrent le long chemin de la dégénérescence de 1923 à 1943. Les historiens futurs qui se fieront aux seuls textes pour écrire l'histoire de l'I.C. engendreront inévitablement des œuvres aussi tragi-comiques que celle du nommé Historicus qui publie il y a six mois une longue étude commandée par le State Department pour prouver "textes en main", que Staline n'a jamais cessé d'être le partisan le plus acharné de la révolution mondiale...

Malheureusement, si des participants à la vie de l'I.C. sont seuls capables d'en reconstruire l'histoire réelle, ils partent pour cette œuvre avec un handicap des plus lourds ; leur propre position partisane dans les luttes de fraction qui déchirèrent le Komintern, et qui donne à la plupart de leurs ouvrages un caractère inévitablement apologétique. Dans ce sens, on peut dire que la méthode d'historiographie constitue un miroir fidèle de la méthode de pensée et d'action politique, et que les différentes fractions de l'I.C. écrivent l'histoire exactement de la façon même dont ils l'avaient d'abord faite...

C'est de ces deux considérations qu'il faut partir pour juger à sa juste valeur l'histoire du Parti Communiste Allemand, de Ruth Fischer, (*) dont le premier volume vient d'être publié aux Etats-Unis. Durant de longues années membre du Comité Central du PC allemand et du Comité Exécutif de l'I.C., Ruth Fischer possède une vaste expérience personnelle de son sujet, et reproduit de multiples épisodes peu ou point connus de l'opinion publique internationale. Son livre apporte donc du matériel historique d'une valeur considérable. Mais ces qualités n'ont que peu de commun avec les exigences d'une interprétation marxiste de l'histoire. Elles se rapportent tout au plus aux qualités traditionnelles d'une chronique, et le livre de Ruth Fischer n'est même pas une bonne chronique. D'une part il fourmille de nombreuses erreurs de fait, dont nous

(*) Ruth Fischer : "STALIN AND GERMAN COMMUNISM", Harvard University Press, Cambridge Mass, USA, 1948.

avons donné quelques exemples dans le N° 3 de la revue de notre section allemande DIE INTERNATIONALE. D'autre part, l'auteur déforme constamment les véritables rapports entre les événements et les personnages historiques pour escamoter quelques haines personnelles. La façon brutale dont elle s'acharne sur Rosa Luxembourg et surtout sur Karl Radek, transformant ce dernier en véritable "âme damnée" du communisme allemand, serait tout simplement grotesque si elle ne risquait pas de déformer la vision historique des nouvelles générations qui malheureusement ignorent tout de la véritable marche des événements d'il y a 20 ans.

Les mêmes déformations se retrouvent dans l'histoire du parti bolchevik russe que Ruth Fischer trace à côté de celle du PC allemand. Elle n'hésite pas à jeter dans le même sac la dénommée "opposition militaire" (mouvement de mécontentement de dirigeants de partisans locaux, dirigé par... Vorochilov et soutenu par Staline, contre la centralisation de l'Armée Rouge) avec "l'opposition ouvrière" de Chliapnikov et "l'opposition syndicale" de 1921, et à proclamer ces trois mouvements hétérogènes, de signification politique et sociale opposée l'une à l'autre, les véritables représentants de "l'esprit décentralisateur (1) de la Révolution d'Octobre" (page 149). Elle n'hésite pas non plus à combiner la légende stalinienne d'une "hostilité de Trotsky à la NEP" avec les innombrables accusations ultra-gauches au sujet des "crimes" de Trotsky face à la révolte de Kronstadt. Elle en arrive même à des falsifications historiques aussi éclatantes que de déclarer que Trotsky "désirait (en 1923) un PC allemand modéré(sic) et que "ses opinions (au sujet d'octobre 1923 en Allemagne) étaient représentées par Radek qui soutenait la fraction de Brandler". Tous ceux qui sont au courant de la lutte énergique, sans répit, que Trotsky et ses amis politiques menèrent pour un Octobre allemand, peuvent se rendre compte de la calomnie que ces citations renferment. Elles démontrent, que Ruth Fischer continue à appliquer dans sa méthode historique les mêmes méthodes sinistres introduites par l'école de Zinoviev dans l'Internationale Communiste et qui ont fini par pourrir cette Internationale dans son noyau central même.

C'est là en effet que se trouve la contradiction fondamentale de l'ouvrage de Ruth Fischer. L'auteur qui se représente comme un partisan acharné de la "démocratie" et de la "décentralisation" la plus large; qui ne manque pas de découvrir des "déformations bureaucratiques" dans le PC allemand dès 1920; qui déclare l'Etat soviétique dégenéré dès la NEP, - cette même Ruth Fischer a dirigé pendant des années la fraction allemande et internationale zinoviétiste et a introduit, pour la première fois, dans le PC allemand les méthodes fatales du monolithisme, de "l'unanimité" dans les votes, de la préparation "psychologique" des discussions, des congrès préparés d'avance, de la suppression des discours d'adversaires de fraction sous les huées orchestrées etc.. On pourrait admettre, à la rigueur, que Ruth Fischer ait entre temps changé d'avis et qu'elle communique ce changement à ses lecteurs. Qu'on se détrompe. Dans les six cents pages serrées de son livre, il n'y a pas une ligne d'autocritique ou même d'examen critique du rôle qu'elle a joué dans les événements qu'elle décrit! Pis encore. Ruth Fischer ne mentionne nullement les terribles erreurs politiques de toute sa politique durant le tournant décisif de l'I.C. et du PC allemand. Elle ne mentionne pas la conception stupide selon laquelle "la montée révolutionnaire continuait" après la défaite d'octobre 1923; elle ne mentionne pas sa participation furieuse à la campagne internationale "contre le trotskysme"; elle ne mentionne pas sa propre capitulation devant le stalinisme, à la suite de celle de Zinoviev en 1927. On admettra qu'étant donné pareil passé et pareil silence par trop pudique, Ruth Fischer est mal placée pour

s'adjuger le manteau de censeur des moeurs politiques et de juge au loyalisme démocratique prolétarien dans lequel elle se drape tout le long de son livre.

Cette duplicité n'est nullement étonnante si l'on connaît la méthode d'historiographie et de pratique politique de Ruth Fischer. L'interprétation marxiste de l'histoire, surtout d'époques révolutionnaires, s'occupe essentiellement du développement de l'état d'esprit des masses, et du développement des partis politiques et de leurs programmes, - c'est-à-dire de la lutte de classe et du facteur subjectif de l'histoire. Ruth Fischer ne traite l'attitude des masses qu'en passant, sans jamais approfondir rien du tout, et ne répond, pour cette raison, à aucune des questions ouvertes quant aux possibilités révolutionnaires successives que l'Allemagne connut au cours des années 1919-1923. Quant aux idées et aux problèmes programmatiques, elle les traite avec un franc mépris, trouvant "ennuyeuses" et "scholastiques" toutes ces discussions qu'elle n'a jamais comprises. Rien d'étonnant alors à ce que son livre soit rempli essentiellement d'intrigues, de scandales dans l'appareil, de manoeuvres derrière les coulisses, de mystérieuses conspirations et de commérages de concierge, sans consacrer un paragraphe au socialisme dans un seul pays! De même que la politique de la fraction Ruth Fischer, passant de l'ultra-gauchisme le plus violent au soutien du Front Populaire en 1936, est typiquement une politique de clique sans principes, de même son historiographie s'occupe essentiellement de la "lutte pour le pouvoir" et du "jeu d'intrigues" en tant que facteurs déterminants de l'histoire. La "lutte pour le pouvoir" dans le parti bolchevik aurait, d'après elle, déterminé la lutte de fractions dans l'Internationale Communiste; la signification sociale et l'expression idéologique de cette lutte ne sont, à son avis, que du "camouflage". Voilà la méthode historique de la clique sous sa forme achevée...

Ce qui en découle en tant qu'interprétation "démoniaque" de l'histoire (le mauvais génie Staline est la cause de tout) égale le plus sensationnel des romans policiers. Limitons-nous à un exemple: Ruth Fischer prétend que la directive de l'I.C. de "déclencher la lutte" en Allemagne en septembre '23 aurait été déterminée par la nouvelle parvenue à Moscou, de pourparlers diplomatiques engagés entre l'Allemagne et la France. La signification sociale de cette méthode historique, qui elle-même ignore le sens social des mouvements politiques, est pourtant claire. Elle n'est rien d'autre qu'une nouvelle calomnie, particulièrement perfide, du bolchevisme dont le stalinisme est, une fois de plus, déclaré le légitime héritier. La thèse de Ruth Fischer se résume dans sa théorie du "parti étatique", source de tout mal. Le "parti étatique" au pouvoir en Russie dès 1920 aurait sacrifié dès ce moment l'I.C. aux intérêts de sa "politique de puissance" et aurait ainsi provoqué la formation d'un "parti étatique" en Allemagne... Que Staline ait favorisé la prise du pouvoir par Hitler par sa politique du "social-fascisme", voici ce que les trotskystes n'ont cessé de prouver depuis 1930, c'est-à-dire à une époque où Ruth Fischer se trainait encore sur le ventre devant les bottes du Chef Génial. Mais décrire l'histoire comme si le fascisme n'était pas un produit de la décomposition de la démocratie bourgeoise et de la crise d'agonie du capitalisme, et le représenter au contraire comme "réaction imitative" du communisme ("la fureur des nazis... refléta (en 1931!) le danger réel (!) d'une russification de l'Allemagne", écrit-elle) cela signifie rendre ouvertement service à la bourgeoisie internationale. Et l'on ne peut pas juger autrement le livre de Ruth Fischer que comme un maillon dans la chaîne mondiale de la lutte contre le communisme -- et nullement contre sa déformation monstrueuse qui s'appelle stalinisme -- que l'impérialisme a déclenchée.

Le livre d'histoire de Ruth Fischer est ainsi une image fidèle de toutes les tares dont souffrit la fraction "gauchiste" du PC allemand de 1919 à 1929, et de même que les idées et préjugés de Ruth Fischer l'empêchent aujourd'hui de reconstruire ne fût-ce que le fil exact des événements d'un passé qu'elle a pourtant si intimement vécu, de même ses fausses conceptions l'ont empêchée, dans le passé, de jouer un rôle quelconque dans le travail de redressement que l'Opposition de Gauche internationale entama dès 1923 dans le mouvement communiste. Ruth Fischer déclare que le "communisme de gauche est mort" depuis la capitulation de Zinoviev devant Staline. Cela peut s'appliquer à la rigueur à sa propre fraction qui sombra sans gloire dans son jeu d'intrigues sans principes. Pour le mouvement trotskyste international, l'année 1927 est plutôt une date de naissance qu'une date d'enterrement. Sa force ne se trouva précisément pas dans des "positions de pouvoir" mais dans ses idées et son programme. C'est pourquoi, avec la "perte du pouvoir", les cliques ont disparu et un mouvement comme le mouvement trotskyste a pu prendre seulement à partir de cette date son véritable envol. Le livre de Ruth Fischer aura au moins servi à cette fin : démontrer de nouveau en pratique, aux jeunes générations, le manque total de perspectives de toute politique révolutionnaire qui ne se base pas sur ces deux fondements : la fidélité inébranlable aux principes et la liaison intime avec les luttes et les destins de sa propre classe.

E. Germain

+++++

+++++

U N E I N F A M I E

L'Internationale des capitulards devant le stalinisme édite depuis plusieurs mois une revue épaisse, "Les Cahiers Internationaux", qui ne semble jamais à court de fonds. Les Illiacus, Nenni, Fierlinger, Ciurankiewicz et Isabelle Blum, compagnons de route "socialistes" plus que notoires, ont récemment reçu des renforts du côté russe. Parmi les principaux rédacteurs de cette revue se trouve en effet le nommé Vassili Soukhomline, vieux menchevik, adversaire acharné de la révolution d'Octobre et ci-devant membre du Comité Exécutif de l'Internationale Ouvrière Socialiste.

Dans le N° 3 des "Cahiers Internationaux" nous lisons un article de sa main sur la "dégenérescence du menchevisme". L'auteur connaît à fond son sujet et nous n'aurions aucun motif de nous immiscer dans cette querelle de famille, si Soukhomline n'avait glissé dans ses 18 pages de prose acidulée quelques petites perfidies à l'adresse de ses adversaires de toujours, les vieux leaders bolchéviks qui conduirent le prolétariat russe à la conquête du pouvoir avant d'être massacrés par Staline dans d'infâmes mascarades de "procès". Nous lisons en effet à la p. 65 de cette revue la note suivante sous sa signature :

" B. Nicolaïevski affirme que le programme du mouvement Vlassov était essentiellement celui de "l'opposition de droite", c'est à dire de Boulharine et de Rykov. Cela montre (1) sur quels éléments s'appuyait cette opposition..."

Cet argument, repris à un autre endroit du même article, est complé-

té par une mention sur Toukhatchevsky "fusillé comme traître".

Nous voilà donc renseignés quant aux actuelles affinités politiques (ne dirions-nous pas plutôt policières?) dudit Soukhomline! Il n'y a rien d'étonnant à ce que son témoignage contre la vieille garde bolchévique s'appuie sur une déclaration de son camarade de parti Boris Nicolaïevski, par ailleurs caractérisé dans le même article comme menteur, truqueur de textes, traître, aveugle, fou, dément et espion américain. Soukhomline poursuit victorieusement sa carrière de calomniateur du bolchévisme, commencée dès le lendemain de la Révolution d'Octobre. Ce n'est pas la suite dans les idées qui lui fait défaut; et si ses calomnies, jadis publiées par la presse réformiste, trouvent aujourd'hui l'hospitalité des publications crypto-staliniennes, cela témoigne seulement du déplacement du centre de gravité contre-révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier, constaté depuis longtemps...

De même on ne peut être surpris par la naïveté de l'auteur, dont l'apologie des crimes judiciaires du Kremlin se trouve juxtaposée à la dénonciation du mouvement Vlassov. Ce ne fut pas le général Vlassov pourtant qui a été fusillé en 1937 pour trahison, à ce que nous sachions; ce ne fut pas non plus Toukhatchevsky qui organisa une légion hitlérienne, pas plus en 1937 qu'en 1942. Son crime, ce fut d'avoir organisé l'Armée Rouge durant ses années héroïques et de ne pas s'être plié assez servilement aux ordres "d'épuration" du Guépéou qui désorganisèrent la défense du pays et causèrent les désastres militaires de 1941. Pour ce "crime" il fut fusillé aux acclamations frénétiques des différents Vlassov qui, après avoir été les plus fidèles exécuteurs de la ligne stalinienne et s'être sauvés de "l'épuration" qui raffla des millions d'innocents, pour la simple raison qu'ils se trouvaient eux-mêmes aux premiers rangs des "épurateurs", organisèrent la trahison durant la guerre. Le menchevik Soukhomline pesant l'état des services révolutionnaires de Boukharine et de Rykov, cela vaut bien un général Vlassov condamnant Toukhatchevsky pour trahison...

Non, tout cela ne peut pas nous étonner. La véritable infamie est ailleurs. Il y a maintenant deux ans que Gilles Martinet et Charles Bettelheim s'efforcèrent de formuler "théoriquement" leur propre capitulation devant le stalinisme dans une série d'articles qu'ils publièrent ensemble dans feue "La Revue Internationale". Gardant à ce moment encore une distance "idéologique" du Kremlin, afin de ne pas sauter par-dessus les étapes successives de la capitulation et de camoufler leurs nouveaux engagements derrière l'apparence d'un raisonnement "objectif", ils se distancèrent des immenses campagnes de calomnie staliniennes, cette véritable gangrène du mouvement ouvrier, en écrivant :

" La fait que la plupart des attaques dont il (le trotskyste) est l'objet déforment grossièrement sa pensée et relèvent du domaine la plus pure calomnie, le confirme dans l'impression que lui seul connaît et dit la vérité".

(G. Martinet, - "Revue Internationale"
N° 17, p. 28)

e t e n c o r e :

"... la tâche qui incombe aux communistes des pays capitalistes présente deux aspects inséparables : il leur faut faire avec l'URSS un front commun contre l'impérialisme et il leur faut, en même temps, disposer d'une entière liberté de critique et d'auto-critique pour

établir leur propre ligne politique. On ne saurait renoncer à cette liberté de critique... sans aller à l'encontre non seulement des intérêts de la classe ouvrière internationale, mais aussi à l'encontre des véritables intérêts du peuple soviétique".

(G.Martinet et Ch.Bettelheim -
la "Revue Internationale" N° 20, p.42)

Deux années à peine se sont écoulées depuis l'impression de ces lignes, et Martinet et Bettelheim ont non seulement complètement abandonné leur droit de critique, mais ils tolèrent et favorisent par leur propre collaboration, c'est-à-dire par leur consentement tacite, la diffusion d'attaques "qui relèvent du plus pur domaine de la calomnie". Qui a dit A doit dire B, et dira C demain, et malheur à ceux qui ont perdu la mémoire au point d'ignorer la terrible logique de l'alphabet stalinien que les capitularde doivent apprendre à épeler étape par étape! Ce n'est pas seulement le droit de critique qu'on perd une fois qu'on a mis le doigt dans l'engrenage bureaucratique et dans la politique "réaliste" ; on se condamne non seulement à tolérer mais encore à exécuter toutes les besognes immondes pour lesquelles le Kremlin choisit avec une prédilection toute particulière ses adversaires d'hier, afin de mesurer l'exact degré de leur "autocritique", c'est-à-dire de leur servilité et de leur dégradation.

En 1927, l'infortuné Zinoviev faisait les premiers pas sur la voie d'une capitulation qui devait le conduire finalement aux "aveux spontanés" et à la fin tragique à laquelle ceux-ci aboutirent. Du moins avait-il derrière lui un passé glorieux qu'aucun de ses actes ne pouvait plus faire oublier au prolétariat mondial. Ces messieurs qui, vingt ans après lui, prennent à leur tour le chemin de Canossa, resteront couverts de la honte des infamies que leurs nouveaux maîtres les forceront à commettre, sans pouvoir invoquer d'autres excuses que leur banqueroute idéologique la plus complète.

H. Vallin

UN EXCELLENT ROMAN REVOLUTIONNAIRE

Dans "L'Affaire Toulaev", (+) sa dernière oeuvre et en même temps le plus mûr de tous ses romans, Victor SERGE traite le même sujet que "Le Zéro et l'Infini" de Koestler, mais il le traite avec une compréhension sociale et psychologique supérieure et avec un art humain qui laissent loin derrière lui les constructions schématiques et purement cérébrales de l'auteur du "Yogi et le Commissaire".

Sa connaissance profonde de toutes les couches de la société soviétique, permet à Serge de reconstruire la trame d'un procès de Moscou

(+) Editions du Seuil, Paris.

avorté, et d'y démêler les mouvements idéologiques et psychologiques fort contradictoires dont il est l'aboutissement. Serge montre côte à côte le bureaucrate arriviste, le vieux révolutionnaire ayant perdu la foi dans la révolution, le petit fonctionnaire de province impuissant dans les fils de la police toute-puissante, le chef du Guepécou pris à son propre jeu, le dirigeant stalinien qui se permet des critiques à la "ligne" et qui sauve sa vie grâce à un caprice du Chef, le jeune ouvrier qui tue un fonctionnaire détesté dans un moment de révolte mais qui se distingue par son extraordinaire vitalité et sa confiance dans l'avenir, propres à toutes les classes jeunes qui montent. Tous ces types portent dans l'histoire réelle de l'URSS des noms historiques et ils retracent le destin véritable de la révolution russe. Aussi faut-il savoir gré à Victor Serge d'avoir montré tous les aspects de la vie soviétique et d'avoir, seul parmi tous les romanciers qui traitent de la question des procès de Moscou, dressé une image magnifique d'un de ceux qui n'avouèrent point mais qui, comme les milliers de bolchéviks-léninistes, préférèrent mourir en silence pour lutter jusqu'à leur dernier souffle contre la dictature bureaucratique.

C'est un livre à lire -et il se lit passionnément- par tous ceux qui veulent sentir et comprendre humainement la société soviétique d'aujourd'hui. Aussi ne craignons-nous pas de dire qu'il est le plus "trotskyste", c'est-à-dire le plus communiste de toutes les dernières œuvres du grand écrivain. Son invraisemblable dernière lettre à Malraux, dans laquelle il semble approuver le RPF, n'en reste que plus illogique, en contradiction totale avec l'œuvre de toute sa vie que ce roman vient dignement couronner.

H. V.

NOUVELLES
de l'INTERNATIONALE
et du MOUVEMENT OUVRIER

LE VIIe PLENUM DU COMITE
EXECUTIF INTERNATIONAL

Le VIIe Plénum du Comité Exécutif
de la IVe INTERNATIONALE s'est réuni
du 9 au 18 avril 1949 en présence des

membres et de délégués fraternels des pays suivants : Hollande, Belgique, Suisse, Europe centrale, France, Italie, Espagne, Grèce, Grande-Bretagne, Amérique latine, Indes, Ceylan, Indochine, Chine et Nouvelle-Zélande. En outre, deux délégués suédois sont venus apporter l'adhésion de leur organisation à l'Internationale. Par le nombre des assistants, à peine inférieur à celui des délégués au IIIe Congrès Mondial, et par l'importance des questions politiques discutées, le VIIe Plénum du CEI fut incontestablement une des conférences internationales les plus réussies de notre mouvement. Pour la première fois, un délégué venu directement de Chine

assista aux travaux de la direction internationale.

Parmi les questions politiques discutées à ce Plénum, signalons un rapport du S.I. sur son activité depuis le VI^e Plénum, la question des tâches de la IV^e Internationale face aux dangers de guerre, la question de la guerre civile chinoise et la question de l'évolution du glacis soviétique. Les questions organisationnelles traitées concernent notamment notre mouvement en Amérique latine, l'adhésion de l'organisation suédoise, les finances du S.I., la question des jeunes, le développement de notre organisation italienne etc.

Toutes les résolutions adoptées ont été publiées dans un Bulletin Intérieur du S.I.

Tous les participants au Plénum ont pu constater la maturité politique et l'homogénéité grandissante de notre mouvement mondial, ainsi que la consolidation de l'Internationale et de ses sections.

==

R E U N I O N D U
COMITE INTERNATIONAL DU CONGRES DES PEUPLES
CONTRE L'IMPERIALISME

Les 21 et 22 mai s'est réuni à Paris le Comité International du Congrès des Peuples contre l'impérialisme. Ce Congrès

constitué il y a un an à Puteaux rassemble des organisations nationalistes et anti-impérialistes des différents pays de l'Empire français et britannique. Deux organisations de la IV^e Internationale, la section française et la section cinghalaise, font également partie de ce Congrès.

Lors de sa dernière réunion, le Comité International a entendu des rapports fort documentés sur les horreurs perpétrées par l'impérialisme dans sa répression des mouvements d'émancipation des masses qui ébranlèrent, durant les 10 dernières années, la plupart des pays coloniaux du globe.

Il a en même temps, et à l'unanimité, adopté une résolution "POUR LE BOYCOTT DES GUERRES COLONIALES", appelant les masses laborieuses des pays coloniaux, ainsi que toutes les organisations politiques et syndicales se revendiquant de la classe ouvrière, pour l'organisation du boycott des envois d'armes et de munitions à destination du Viet-Nam, de l'Indonésie, de la Malaisie.

==

LA CONFERENCE INTERNATIONALE
POUR PREPARER UN RASSEMBLEMENT MONDIAL
DES JEUNES CONTRE LA GUERRE

Un comité d'initiative français, composé de plusieurs organisations de jeunesse parmi lesquels le Mouvement Laïque des

Auberges de Jeunesse, l'Internationale des Jeunes contre la Guerre, les Maisons des Jeunes, les groupes jeunes du Rassemblement Démocratique Révolutionnaire et le Mouvement Révolutionnaire de la Jeunesse, organisent les 16, 17 et 18 juillet une Conférence Internationale préparatoire à un grand Rassemblement Mondial des Jeunes contre la Guerre en 1950. La conférence se tiendra à la Mairie de Suresnes. De nombreuses organisations de jeunes révolutionnaires et indépendants de Wall Street et du Kremlin ont dès maintenant assuré leur participation.

BELGIQUE

Le Parti Communiste Internationaliste, section belge de la IV^e Internationale, a décidé de ne pas présenter de liste de candidats aux élections parlementaires qui se tiennent le 26 juin en Belgique. Il a lancé un appel aux travailleurs belges pour qu'ils votent pour les partis ouvriers, face aux efforts des partis bourgeois d'obtenir la majorité absolue au Parlement. Il participe activement dans la campagne électorale en faisant intervenir ses orateurs dans les meetings contradictoires et en utilisant une auto avec haut parleur.

CANADA

"La Vérité", organe français du Parti Ouvrier Révolutionnaire, (section canadienne de la IV^e Internationale) a publié une étude détaillée de la grande grève des ouvriers des mines d'asbeste. Cette grève qui s'est déroulée dans une atmosphère fort tendue et a conduit à des batailles en règle entre les grévistes et la police a marqué le point culminant d'une nouvelle vague de luttes sociales au Canada. Il faut mentionner particulièrement la grève des marins de la côte orientale qui, face à une répression sans précédent, a tenu près de deux mois, et a déclenché des mouvements de solidarité dans de nombreux ports du monde, entre autres Bristol, Londres et Liverpool en Grande-Bretagne, Melbourne en Australie, etc.

CHINE

Le Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire (section chinoise de la IV^e Internationale) a adressé au Secrétariat International un rapport détaillé sur les conditions existantes dans les régions occupées par les staliniens chinois. Ce rapport, daté du 5 avril 1949 et reproduit par de nombreux organes de l'Internationale insiste particulièrement sur l'apathie des travailleurs face aux succès militaires des armées staliniennes. Il donne de nombreux exemples de collaboration entre les staliniens et la bourgeoisie chinoise contre les travailleurs, et cite le cas des ouvriers de Tsinan qui virent leurs dirigeants fusillés par les staliniens parce qu'ils avaient osé occuper une usine, "propriété privée". Ce rapport a également mentionné pour la première fois la nouvelle, depuis lors répandue largement par des agences de presse internationales, de l'arrêt de la réforme agraire par les staliniens ainsi que de la répression sanglante d'insurrections paysannes par les staliniens.

DANEMARK

La VSU (Jeunesse Socialiste de Gauche) et le groupe des Communistes Révolutionnaires ont décidé de constituer un comité de liaison et éditent ensemble une nouvelle revue marxiste révolutionnaire intitulée "Arbejder Politik".

EGYPTE

Un rapport sur la situation égyptienne, édité par le Service de Presse du Secrétariat International de la IV^e Internationale relate la répression féroce qui règne actuellement dans ces pays. Ce rapport indique que presque tous les cadres des organisations ouvrières se trouvent enfermés dans les camps de concentration. L'organisation stalinienne, le "Mouvement Démocratique de Libération Nationale", s'est trouvée scindée, suite à la répression, en une demi-douzaine de cliques rivales. La "Ligue pour la Lutte Révolutionnaire des Peuples du Moyen-Orient" (organisation égyptienne de la IV^e Internationale) quoique très durement touchée par la répression, a pu conserver son unité idéologique et organisationnelle, et continue son activité révolutionnaire.

FRANCE

Le Comité Exécutif de la IV^e Internationale, le P.C.I. (section française de la IV^e Internationale) et le Parti Bolchévik Samasamajist (section cinghalaise de la IV^e Internationale) ont fait une série d'interventions révolutionnaires au cours des deux soi-disant "Congrès Mondiaux pour la Paix", organisés fin avril à Paris par les staliniens et par les stalinophobes sous l'égide du R.D.R. Le camarade Colvin de Silva, dont l'intervention au Congrès stalinien avait été empêché par les meneurs de ce Congrès, a dénoncé le caractère contre-révolutionnaire de la politique stalinienne dans une déclaration à la presse, reproduite entre autre par "The Militant" de New York. Au nom de la IV^e Internationale et du Congrès des Peuples contre l'Impérialisme, il a prononcé un discours à la séance du second Congrès à la Sorbonne. Les points essentiels de son exposé furent repris par Jacques Privas, secrétaire du PCI, au cours du meeting du Vel d'hiv, où l'auditoire obligea les dirigeants à donner la parole aux orateurs anarchiste et trotskyste. Colvin de Silva et Privas dénoncèrent surtout la présence dans ce Congrès d'authentiques agents de l'impérialisme américain et appelèrent les auditeurs à engager la véritable bataille contre les guerres qui se mènent actuellement, les guerres de rapine impérialistes contre les masses indo-chinoises, indonésiennes et malaisiennes, luttant pour leur liberté.

INDONESIE

Les organes du gouvernement républicain Soekarno-Hatta qui viennent de conclure un compromis avec l'impérialisme néerlandais ont répandu la nouvelle que Tan Malakka, le grand leader révolutionnaire des masses indonésiennes, connu pour sa lutte intransigeante contre toute concession à l'impérialisme, avait été exécuté par des troupes fidèles au gouvernement.

Nous reproduisons cette nouvelle sous toute réserve, des bruits concernant la mort de Tan Malakka ayant été répandus déjà à plusieurs reprises dans le passé.

